le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

sécuritaire : sous le brasier la plage

M 06726 - 31 H - F: 3,00 € - RD

3 €

ISSN 0026-9433

« On tue un homme, on est un assassin, on en tue des millions, on est un chef, on les tue tous, on est Dieu. » Edmond Rostand

hors série n° 31
du 21 décembre 2006 au 10 janvier 2007

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.
Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous! C'est à tou.te.s les militant.e.s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont: le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie Publico, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire!
Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière.
Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs: l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus.
Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Sommaire

Les syndicats de combat de demain, par Fabrice, *page 7*

Le Mexique en lutte, par Bélial, *page 9*

Abidjan, suite des événements, par Caserio, *page 11*

Vive le feu! par Fred, *page 14*

Sébastien Faure, l'imposture religieuse, par P. Schindler, *page 15*

Les enseignements de **la Grande Guerre,** par F. Roux, *page 19*

Des foules, des bouches, des armes, par Édouard, *page 24*

De la psychiatrie, par J. Lesage de La Haye, *page 25*

Victimisation en société terrorisée, par L. Gallopavo, *page 27*

Du vécu sur **l'Espagne de 1936,** par T. Porré, *page 32*

Licencier en toute légalité, par L. Emma, *page 33*

Le dernier **Chomsky,** par N. Trifon, *page 35*

Contacts de la Fédération anarchiste, *page 37*

Les émissions des **Radio libertaire,** *page 39*

Vous avez en main *le Monde libertaire* de l'hiver 2006. Dès le 11 janvier, vous retouverez votre hebdo...

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

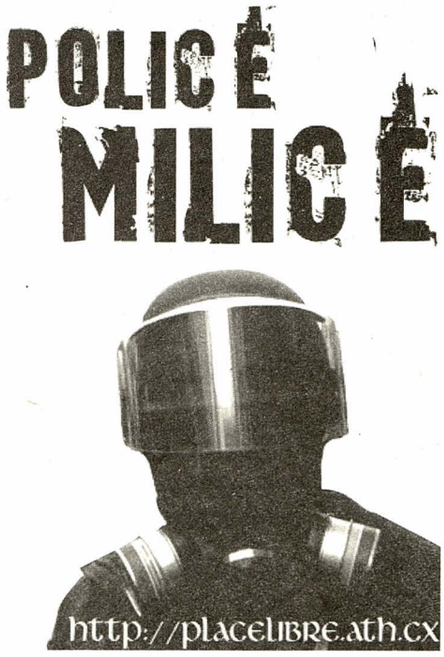
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

L'extrême gauche et les cités

Passer aux actes ou passer aux urnes ?

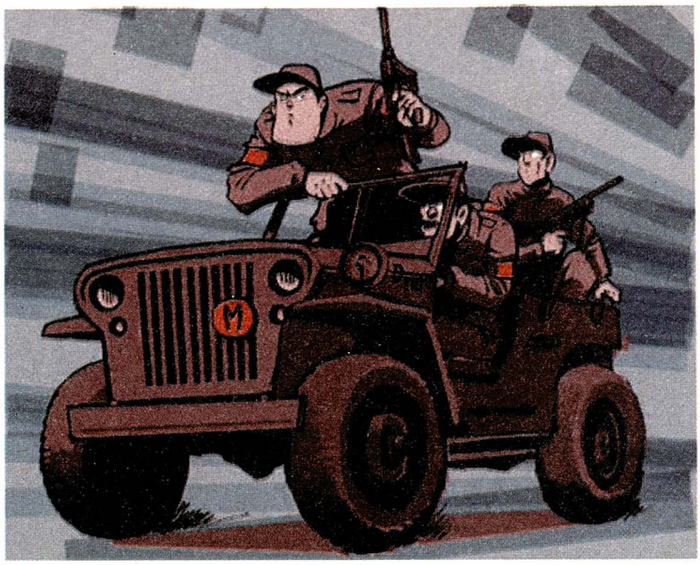
Jean-Pierre Garnier



Aux dernières nouvelles, la « question de l'insécurité » devrait jouir d'un statut d'exterrritorialité politique. C'est du moins ce qui ressort de la déclaration du président du groupe PS à l'Assemblée nationale, lors de la présentation par Sarkozy de son projet de loi sur la prévention de la délinquance, qui a publiquement souhaité que ce thème cesse de constituer « un enjeu entre républicains ». Et le maire de Nantes de préciser : « La délinquance et le crime doivent savoir qu'ils ont en face d'eux une détermination identique quelle que soit la couleur politique de celui qui l'exerce. »

Passons sur cette formulation maladroite – une détermination ne « s'exerce » pas, elle se manifeste ou s'exprime – pour n'en retenir que le contenu : « Le débat sur la sécurité est clos. » On le savait déjà depuis... 1988, lorsque le « socialiste » Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, avait utilisé cette formulation, sous les applaudissements ironiques des députés de droite, lors de la présentation d'une série de mesures répressives contre les « violences urbaines » qui ne faisaient que s'inscrire dans la lignée de celles prises par le sinistre tandem Pasqua-Pandraud. Depuis lors, tandis que la droite courait après le FN pour lui ravir la palme en matière de sécuritarisme, la gauche en faisait autant derrière la droite pour ne pas être taxée d'angélisme et de laxisme. Si bien qu'aujourd'hui, de l'extrême droite au PCF, c'est un véritable front national contre l'insécurité qui est en train de se constituer, sans que l'on soit même sûr qu'il ne finisse pas par rallier une partie de la « gauche de gauche ».

La LCR, pour ne mentionner qu'elle [1], dispose d'un conseiller hors pair en matière de sécurité en la personne du juge Didier Peyrat, ancien militant de l'organisation mais toujours en cheville avec ses leaders qui ne ratent jamais une occasion de lui ouvrir les colonnes des publications qu'ils contrôlent (éditions Textuel, revue *Contre Temps*, *Rouge*...). Surnommé « Le crime paiera » pour sa frénésie répressive par quelques collègues facétieux du Syndicat de la Magistrature, D. Peyrat aime à jouer les experts ès-voyoucratie auprès d'une organisation qui, il est vrai, a déjà cessé depuis belle lurette d'être communiste et révolutionnaire. C'est pourquoi la devise qu'il a faite sienne, « réconcilier changement social et sécurité », pourrait fort bien être reprise



par n'importe quel suppôt du social-libéralisme. Julien Dray, par exemple, autre rescapé de la LCR. Pendu maintenant aux jupes de Ségolène Royal, cet ancien meneur de la JCR passé au PS, dont les talents de manipulateur acquis dans l'organisation trotskiste avaient fait merveille pour neutraliser le mouvement « beur » pour l'égalité au cours du premier septennat mitterrandien, a trouvé une nouvelle vocation dans les instances dirigeantes du parti : « réconcilier (lui aussi !) la gauche et la sécurité ». Guignerait-il, par hasard, un poste de « premier flic de France », place Beauvau, si la Dame aux caméras parvenait au faîte de son irrésistible ascension ?

Mais, revenons au juge Peyrat dans la mesure où ses diagnostics et ses préconisations, exposés en long et en large dans un ouvrage paru dans une collection dirigée par Daniel Bensaïd, le mentor intellectuel de la Ligue, sont révélatrices de l'état de décomposition idéologique avancée de ce que l'on appelait jadis l'extrême gauche [2]. Comme beaucoup de ses congénères ayant troqué le léninisme et le trotskisme de leur jeunesse pour le citoyennisme, D. Peyrat a jeté le bébé de la théorie avec l'eau du bain marxiste. Contrairement à ce que prétendent les « anti-sécuritaires », selon lui, les nouvelles modalités de l'exploitation et de la domination, autrement dit les rapports sociaux capitalistes ne seraient pour rien dans la multiplication et l'aggravation des délits ou des incivilités commis par la jeunesse populaire. Par « rapport social », il faudrait entendre, en effet, un « rapport entre les personnes », acception qui renoue avec la doxa bourgeoise la plus éculée. La montée de l'insécurité renverrait ainsi à une « montée du cynisme dans les rapports sociaux », c'est-à-dire dans les relations entre les individus. La délinquance, dès lors, serait elle-même un rapport social, négatif, bien sûr, qui irait à l'encontre des « fondamentaux de "l'être en société" ». Lesquels se ramèneraient à la nécessité pour chaque individu de s'unir aux autres pour « faire face à l'adversité » et « ainsi persévérer dans son être ».

D'où l'équation « anthropologique » qui tient lieu de soubassement théorique à l'idéologie sécuritaire insufflée dans les rangs de la LCR : « Le désir de société, c'est le désir de durer, donc le désir de sécurité. » Impératif écologique oblige, cette sécurité ne pourra être que « durable », à savoir « capable de faire face aux secousses de la mondialisation qui, augure Peyrat, n'en n'est qu'à ses début ».

Olivier Besancenot peut bien clamer urbi et orbi son appétence « libertaire ». Il n'empêche que le « programme de refonte de la sécurité » proposé par D. Peyrat aux militants et sympathisants de la LCR peut être défini comme totalitaire, au sens plein du terme. Sous couvert d'« élargir l'assise de la riposte à l'insécurité », de faire « le pari de la démocratie en valorisant la capacité de sécurité des citoyens », de « mieux enchâsser les institutions publiques – qu'« il ne s'agit pas de récuser », croit bon de préciser un homme qui leur doit son statut et ses revenus – dans la société civile », d'« y faire entrer, toujours plus l'extérieur à l'intérieur », de « développer les pratiques citoyennes dans le champ de la sécurité », c'est ni plus ni moins à permettre au pouvoir exécutif de faire le plein de ses exécutants que concourt « l'authentique tournant républicain des politiques de sécurité » dont ce juge, que l'on ne saurait assurément qualifier de « rouge », s'est fait l'avocat obstiné. Néanmoins, étant donné la sensibilité politique supposée des destinataires de son discours, il fallait tout de même donner à ce « tournant républicain » un tour révolutionnaire, ne serait-ce qu'au plan sémantique. Pour baptiser un type de société où il reviendra, somme toute, à chacun de faire la police, D. Peyrat a forgé une appellation qui ne demande plus qu'à être homologuée : « un socialisme de la civilité ».

On ne s'étonnera pas, dès lors, que pour œuvrer à l'avènement de ce « socialisme civil » – dont D. Peyrat notifie quand même qu'il sera « moins tendu vers un avenir radicalement autre, qu'à la recherche d'une adéquation de la politique avec la socialité » –, un « service civil » doive être instauré « pour tous les jeunes hommes et les jeunes femmes » – donc obligatoire – « durant quelques mois dans les administrations de l'État (défense – donc militaire ! –, sécurité civile, santé, police, justice, etc.) ou les associations d'utilité publique », c'est-à-dire les courroies de transmission « autogérées » de l'État. Outre l'argument ressassé du « brassage des individus », ce juge ne craint pas, sur sa lancée, de nous resservir « l'intégration et l'apprentissage de la civilité ». Bref, ce que ni Chirac ni Sarko ni Ségo – du moins pas encore – n'ont osé proposer, Peyrat l'inclut sans complexe dans cette version inédite du « programme de transition ». Et gare à qui y trouverait à redire.

On connaissait la judéophobie, l'islamophobie et l'homophobie. Voilà que le maître à « repenser l'insécurité » de la LCR, très écouté aussi par les hiérarques du PS et certains

maires du PCF, invente, pour stigmatiser tous ceux qui rechignent à le suivre, un néologisme, la « sécuriphobie ». Seraient atteints de cette pathologie les « virtuoses du déni » qui s'entêtent à « tirer la question de l'insécurité vers la question sociale ». Autrement dit, « à fournir aux délinquants des excuses sociologiques », comme le reprochaient le Premier ministre L. Jospin et sa garde des Sceaux Élisabeth Guigou aux mauvais esprits qui trouvaient un goût liberticide à la Loi sur la sécurité quotidienne (LSQ).

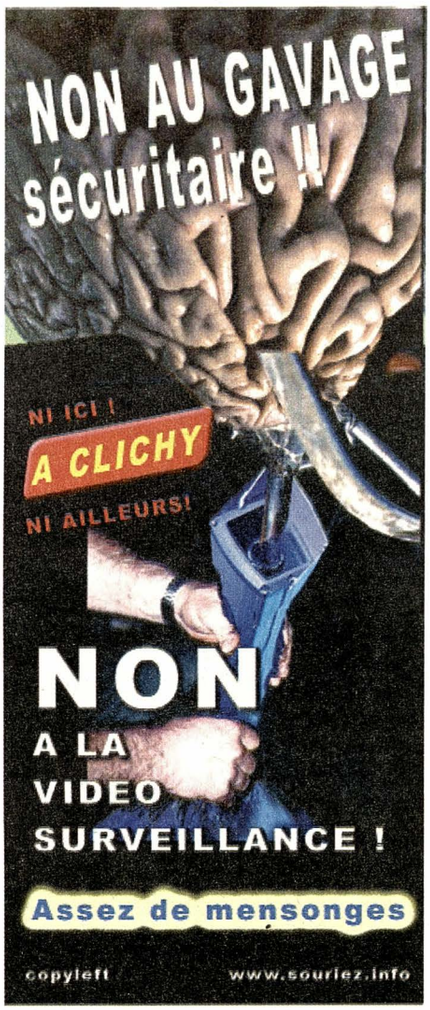
Qui trouve-t-on parmi ces gens qui, « après avoir évaporé l'insécurité réelle, font tout simplement disparaître la nécessité d'une politique de sécurité », et que D. Peyrat baptise finement d'un autre néologisme : les « dénégationnistes » ? Des « libertaires radicalement anticapitalistes » et « certains réseaux de l'ultra-gauche » qui n'hésitent pas à « expliquer aux jeunes de banlieue qu'une partie de la société française leur menait une guerre de basse intensité » et que « l'un des objectifs de la "gauche gouvernementale" était de criminaliser la misère pour imposer la précarité aux jeunes prolétaires » ; des « altermondialistes » abusés par la « thématique douteuse de l'"obsession sécuritaire" » et l'« opposition caricaturale entre "État pénal" et "État social" » colportée par *le Monde diplomatique* ; des sociologues fourvoyés à qui « la thématique de "l'insécurité sociale"» engendrée par la précarisation de masse, qualifiée de « fourre-tout » par D. Peyrat, « sert à couvrir à la fois une négation de la spécificité du comportement délinquant et une répugnance de principe à l'égard des politiques de sécurité » ; *last but not least*, car on n'est jamais si bien trahi que par les siens, les magistrats du Syndicat de la magistrature qui emboîtent le pas aux précédents : en cherchant à « dénicher derrière les illégalismes une sorte de contenu politique », ils ne feraient, eux aussi, « en la masquant », que « ratifier la résignation institutionnelle à l'insécurité de masse ».

La recherche des causes sociales de la « violence urbaine » dans laquelle se complaisent tous ces « sécuriphobes » aux dépens de l'observation de ses manifestations concrètes procéderait d'un « platonisme sommaire », d'une fuite hors de la caverne des réalités sordides vers le ciel des idées pures. Or, « une rupture claire avec l'angélisme » s'impose pour « faire émerger, à gauche, une politique de sécurité à la fois différente, efficace et communicable à la population ». Car « aucun parti, aucune alliance de partis, ne pourront, dans la décennie à venir, espérer obtenir une majorité durable de suffrages, quelle que soit la qualité de leur programme dans d'autres domaines, s'ils n'attestent de leur détermination et de leur capacité à en découdre avec cette délinquance qui inquiète une écrasante majorité de citoyens et en indigne un nombre non négligeable. » Et en cette période où la « démocratie participative » est censée épauler une démocratie représentative à bout de souffle, il va de soi que la reconnaissance par la gauche de la sécurité comme impératif catégorique ne saurait être pleine et entière sans « un appui politique à une mobilisation citoyenne contre la délinquance ». Selon D. Peyrat, il « existe une offre de participation citoyenne, en générale méconnue, quand elle n'est pas discréditée ». Ici et là, en effet, des groupes de résidents d'ensembles de HLM se sont déjà organisés pour « assurer la tranquillité dans les parties communes » ou « reprendre possession d'une rue dévorée par les trafics de stupéfiants ». Bref, « un énorme potentiel reste inemployé », et il reviendrait à la gauche de « favoriser la participation, l'initiative, l'action citoyenne » en matière de sécurité, sans que cela signifie, bien sûr, qu'elle doive se substituer « à l'action de l'État et de la Justice ».

De la théorie – si tant est que l'on puisse désigner de la sorte les vaticinations sécuritaires du juge Peyrat – à la pratique, il y a un pas plus ou moins difficile à franchir selon les cas. Les émeutes de novembre 2005 vont offrir au leader historique de la LCR, Alain Krivine, l'occasion de donner l'exemple. Résidant à Saint-Denis, à proximité d'une zone « chaude », localisation permettant donc un contact privilégié avec le peuple, il a participé aux événements... en défendant, contre les « casseurs », sa voiture et sa copropriété ! [3]

Certes, il reconnaissait là une « explosion de l'exclusion », diagnostic qui n'avait rien de bien révolutionnaire : ce sera aussi celui des renseignements généraux. Mais A. Krivine s'est montré plus prolixe dans le magazine *Marianne*, connu pour son absence républicaine de mansuétude à l'égard des « sauvageons », lorsqu'il reprendra le récit de « ces nuits folles où, à soixante, les habitants font des rondes jusqu'à deux heures du matin pour éviter que la détresse n'attaque leurs murs. Cela crée des liens. Les réseaux de solidarité se sont renforcés », positivait le leader trotskiste. [4] « Pourquoi », lui demanda le journaliste qui l'interviewait, « ne pas embrigader les émeutiers pour la révolution ? » « Aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes », répliqua A. Krivine, qui semble oublier que les leaders éduqués du parti bolchevik étaient quand même parvenus à se faire entendre des ouvriers, soldats et paysans analphabètes de la Russie tsariste. Et quand le journaliste lui signala que, lui, il allait « aller parler aux jeunes », Alain lui répondit, presque inquiet « vous verrez, c'est tout noir ».

« La LCR a toujours été pragmatique. Lorsque l'émeute vient lécher les parkings et les murs des immeubles un peu plus cossus que ceux du reste de la zone, il s'agit d'abord pour elle de défendre la propriété. [5] » Dans la bouche d'A. Krivine, des pratiques qui ont un air de famille avec celles d'une milice de petits propriétaires deviennent des « liens de solidarité » qui se renforcent. Pour un peu, il nous ferait croire qu'un soviet était en gestation dans l'ex-banlieue rouge ! Quant



à la conscience politique de la LCR, parlons-en! Si le 31 octobre, un premier communiqué dénonçait la politique sécuritaire du pouvoir, dès le 3 novembre le ton changeait, et la LCR s'alignait sur la position du PCF, lequel à corps et à cris, réclamait le « retour à l'ordre » et la punition des émeutiers. Ainsi, peut-on lire dans un communiqué de la LCR daté du 3 novembre 2005 que « la vague de révolte et de violences suscite une inquiétude profonde parmi la population », ce qui permet à toute la gauche officielle, Parti communiste en tête, d'enclencher le discours selon lequel, pour retrouver la quiétude, « rétablir l'ordre est une urgence extrême », sans oublier de préciser que « les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés. [6] » Ceux qui, jour après jour, dégradent sciemment nos conditions de vie avec une violence à peine voilée peuvent dormir tranquille. « C'est sur les opprimés que la gauche et l'extrême gauche appelaient les "sanctions", pas sur leurs oppresseurs. [7] »

Affolement de gens surpris par l'événement? Rien n'est moins sûr. Un an plus tard, alors que le « calme » était revenu dans les « banlieues », le député-maire « communiste » de Vénissieux, André Gérin, faisait placarder dans sa ville, et, sans doute fier de son initiative, jusque dans la presse nationale [8], un « Appel à la population » qui a dû remplir d'aise le juge D. Peyrat. Surmonté de l'intitulé « RÉPUBLIQUE FRANÇAISE » accompagné de la devise « LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ », le tout encadré de deux drapeaux bleu-blanc-rouge, ledit appel était calqué, au plan iconographique et par le ton martial adopté, sur les vielles affiches de mobilisation générale apposées à la veille ou au lendemain des déclarations de guerre. Sauf que l'ennemi n'était plus aux frontières de la Patrie, mais déjà installé au cœur de la cité. Un ennemi multiforme: trafiquants, mafieux, intégristes, voyous, incendiaires de poubelles, lanceurs de cailloux... L'heure était à la « résistance républicaine et au courage civique », à « l'engagement citoyen », au « réveil démocratique ». Mais la campagne électorale pour les présidentielles avait déjà démarré. Au-delà des « sauvageons », un double spectre hantait l'imaginaire des édiles de Vénissieux, sinon de leurs administrés. « ARRÊTE de valoriser Sarko, de travailler pour Le Pen », intimait l'appel, sans que l'on sache bien si cette injonction s'adressait au fauteur de troubles, réel ou potentiel, ou si elle était là pour dresser le reste de la population contre cet empêcheur de voter en rond. Le slogan qui, toujours en majuscules, ponctuait la fin de l'article évoquera, au moins parmi les anciens, des combats moins douteux: « LA VIOLENCE NE PASSERA PAS ». Comme si ce genre d'appel ne s'inscrivait pas dans un processus appelé à se développer au cours de ce siècle, s'il n'y est pas rapidement mis fin: une fascisation rampante, d'autant plus insidieuse qu'elle se draperait d'atours – ou d'oripeaux – progressistes.

Si réveil, résistance et engagement il doit y avoir, par conséquent, ce serait plutôt contre ce danger-là. Cette mise en garde vaut aussi pour certains rebelles de conforts chouchoutés par les médias qui en viennent à concilier la posture « libertaire » qui leur sert d'image de marque avec une indulgence pour le sécuritaire frappé du sceau « populaire ». Promu « Rédac'chef » d'un jour dans le journal gratuit *Métro*, voici ce que l'un d'eux opinait à propos de « la montée de la gauche » – en fait, d'un parti populiste à tendance protectionniste et xénophobe – lors des dernières élections aux Pays-Bas: « On voit que quand la gauche s'empare de territoires traditionnellement occupés par la droite, comme la sécurité, l'ordre, cela fait un carton. Les gens qui veulent un environnement sûr ne sont pas tous des fachos. [9] » Il ne reste plus à notre « libertaire » qu'à aider S. Royal à rédiger ses prochains discours sur « l'ordre juste » pour donner à ce dernier un air primesautier. Car l'expérience historique a depuis longtemps montré, d'une part, que « la gauche » n'est qu'une appellation usurpée lorsqu'elle fait la politique de la droite, et, d'autre part, que c'est sur « le désir des gens qui veulent un environnement sûr » que le fascisme a souvent prospéré.

J.-P. G.

1. LO dénie toute légitimité à la révolte des jeunes des cités en raison de son « absence de contenu de classe », ainsi que l'a confirmé son hostilité – en fait, son incompréhension – face aux « émeutes » de l'automne 2005.

2. Didier Peyrat, *En manque de civilité*, Textuel, 2005.

3. Le récit qui suit est tiré du *Combat syndicaliste*, n° 93, janvier 2005.

4. *Marianne*, 12 novembre 2005.

5. *Combat syndicaliste*, numéro cité.

6. Communiqué du Parti communiste français du 3 novembre 2005.

7. *Combat syndicaliste*, numéro cité.

8. Cf. *Libération* du 29 novembre 2006.

9. Michel Onfray, *Métro*, 23 novembre 2006.

Quel avenir pour le vrai syndicalisme de combat ?

Fabrice

« Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas, des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie. Les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ». Cette citation de Fernand Pelloutier, l'infatigable constructeur des bourses du travail, reste tout à fait d'actualité. Elle est tirée de sa fameuse Lettre aux anarchistes incitant ceux-ci à rejoindre le syndicalisme.

Le despotisme aujourd'hui serait plutôt celui de la pensée unique, du capitalisme aménageable à la marge mais indépassable, de la démocratie participative ou de la nouvelle gouvernance, bref de toute cette nouvelle terminologie de la collaboration de classes…

Ce sont ces principes qui régissent ce machin appelé Confédération européenne des syndicats, ce sont toujours eux qui ont présidé à la fondation de la nouvelle Confédération syndicale internationale (voir article paru dans le *Monde libertaire* du 16 novembre) et qui semblent de plus en plus guider aussi la plupart des Syndicats en France.

Ainsi en mai dernier, après l'échec cuisant du CPE du fait de la mobilisation des jeunes et d'une partie des salariés (malgré le pied permanent sur le frein des appareils), Villepin a saisi le Conseil économique et social sur la question du « dialogue social ».

Pour parler clair, le problème est le suivant: Comment mettre en œuvre les contre-réformes à venir (retraite, services publics, contrat unique…) en y associant plus étroitement encore les organisations syndicales contre monnaie sonnante et trébuchante, le financement public des syndicats en l'occurrence. C'est ce qu'ils appellent sans doute le « gagnant, gagnant » qui dans les faits correspond à la défaite programmée du syndicalisme indépendant.

Le fait même que cela soit le CES qui traite le sujet est déjà toute une orientation: Ce conseil en effet mélange représentants des salariés, des patrons et des acteurs de la société civile…

Ainsi les délégués de la mutualité, de l'artisanat, de l'agriculture, les « Français établis hors de France », l'union nationale des associations familiales (des curetons s'il en est)… ont donné leur avis et voté sur les règles du dialogue social et de la représentativité syndicale!

À ce compte-là, on ne voit vraiment pas pourquoi on n'a pas demandé son avis aussi à la nouvelle Miss France ou au lauréat de la Star AC…

Le fait que Thibault et Chérèque, les patrons de la CGT et de la CFDT, lors d'une conférence de presse commune le 4 décembre dernier, se soient félicités de l'avis majoritaire du CES sur la question de la représentativité, est ne serait-ce que de ce point de vue assez pitoyable.

Ainsi, pour les dirigeants de ces deux organisations la priorité aujourd'hui, pour des salariés confrontés aux licenciements, à la précarité, aux délocalisations, à la baisse du pouvoir d'achat, à la liquidation des statuts et des conventions collectives, à la destruction des services publics, serait de revoir la question de représentativité syndicale… Quelle dérision!

À noter que la question de l'accord majoritaire (liée à ce problème de représentativité), qui peut sembler de bon sens de prime abord,

Fabrice milite au Groupe La Sociale de Rennes de la Fédération anarchiste

doit, pour être bien comprise, se resituer dans le cadre général du droit du travail : si le principe dit de faveur ou de hiérarchie des normes est respecté, c'est-à-dire si aucun accord ne peut être signé en deçà de la convention collective nationale de branche qui elle-même doit donner des garanties supérieures au Code du travail, toute la problématique est différente.

Par contre si évidemment, l'on considère que le dérogatoire devient la règle à partir du moment où les syndicats majoritaires sont d'accord, on change de monde ! Dans les conditions actuelles du rapport de force entre patronat et salariés, compte tenu des pressions et des menaces permanentes sur l'emploi, nul doute que la question de l'accord majoritaire n'est en rien une garantie pour les salariés.

Mais il est évident que la discussion actuelle sur les questions de représentativité et de dialogue social n'a pas pour objet de mieux protéger les salariés. Il s'agit en fait, dans le cadre d'un syndicalisme rassemblé et raisonnable, de coparticiper aux réformes à venir pour mieux les imposer ensuite aux salariés.

En mai dernier Bernard Thibault, toujours lui, dans une interview accordée à *La Croix* (sic) déclarait : « dans une démocratie moderne, le pouvoir politique ne peut pas incarner à lui seul l'autorité suffisante pour décider des réformes à conduire ».

De toute évidence, le leader de la CGT est candidat à la codirection du pays… Le moins que l'on puisse dire est qu'il se situe aux antipodes des principes de la Charte d'Amiens.

Certes, tous ces braves gens vont nous enrober cela avec un joli papier cadeau (c'est de circonstance). Il suffit d'utiliser toutes les deux phrases les mots « solidaire » ou « citoyen », tout ce prêchi-prêcha des nouveaux curés de gauche.

Ainsi on apprend qu'avec le soutien de la CFDT et de la CGT (le triste Le Duigou en l'occurrence) vient de se créer un fonds de pension des salariés « solidaires » qui a vocation à aider des entreprises « citoyennes » qui emploient des handicapés ou des exclus. Le retour des dames patronnesses en somme !

L'obscénité n'a d'ailleurs plus de limite. *Le Monde* nous informe, dans son édition du 20 novembre, que 300 riches (anciens ou nouveaux) ont tenu une conférence au Sénat de « l'association européenne des investisseurs philanthropique ».

Dans le grand bal des hypocrites, la conférence sur les revenus et l'emploi du jeudi 14 décembre à l'initiative de Villepin, n'est pas mal non plus. Il s'agissait d'annoncer très médiatiquement des mesures dans le cadre du fameux dialogue social qui passe d'abord par un « diagnostic partagé ». À l'issue de la journée, les leaders syndicaux se sont déclarés déçus. Quelle surprise ! D'habitude le gouvernement et le patronat, à froid, lâchent tout ce qu'on veut. Il suffit de leur demander poliment. De cette journée de dupes sont sortis quelques mesurettes insignifiantes comparé aux profits gigantesques de certaines entreprises et à l'équivalent de 300 SMIC de salaire moyen des patrons des dites entreprises. On trouve même quelques saloperies au passage, du genre de l'aide à la création de crèches dans les grandes surfaces pour « répondre au problème posé par les horaires décalés des temps partiels ». Bref, on déréglemente, on précarise, on déroge et puis après on prend des mesures pour mieux faire avaler les couleuvres.

À dire vrai, on aimerait être en capacité de distribuer les coups de pied-au-cul que tout ce monde là mérite.

C'est d'ailleurs ce que cherche, plus ou moins nettement, une partie des salariés : les voies de la résistance comme les cheminots, postiers, enseignants, auxquels De Robien veut liquider d'un trait de plume le statut (décret du 25 mai 1950 notamment), mais aussi les ouvriers des Ardennes il y a quelques semaines.

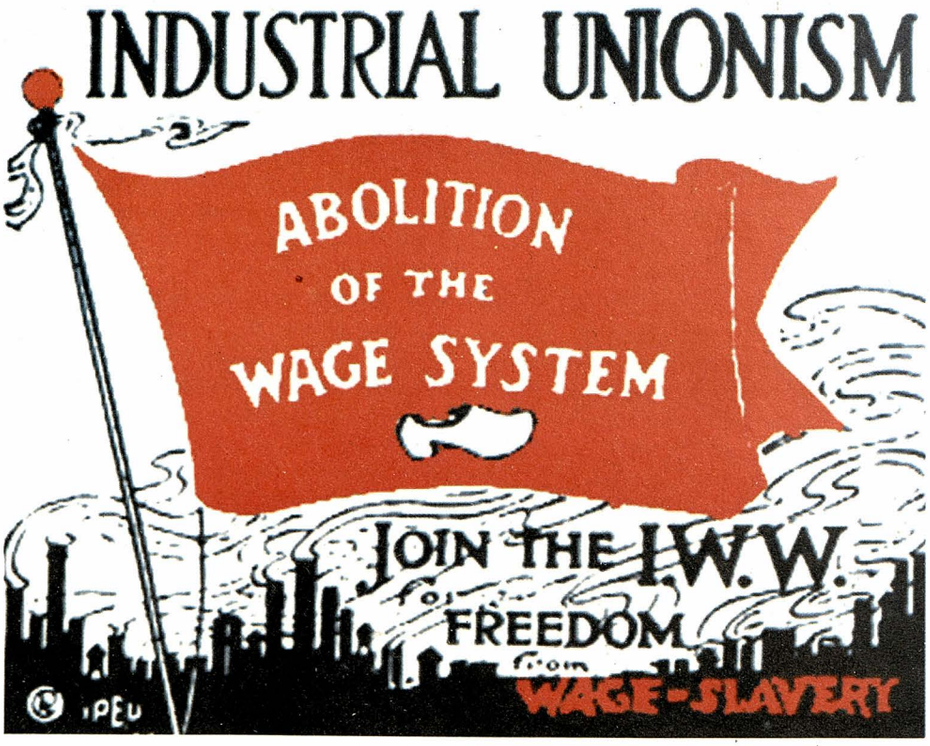
C'est cette résistance, malgré toutes les difficultés et les obstacles, qui est insupportable pour les tenants de la démocratie participative ou du syndicalisme obligatoire !

À d'autres époques (mais l'histoire peut bégayer) les mêmes ou presque auraient soutenu la charte du travail de Pétain.

Dans ces circonstances difficiles, le rôle des militants anarchistes, sans se donner plus d'importance que nous n'en avons actuellement, n'est pourtant pas négligeable pour peu que nous soyons organisés, structurés, connus et crédibles par notre action de terrain. Car le syndicalisme a une vertu fondamentale (surtout quand il s'inscrit dans une organisation de « masse »), comme l'a écrit fort bien Maurice Joyeux : « Le syndicalisme et sa pratique maintiennent les militants dans les réalités concrètes de l'économie. »

Nous pouvons contribuer, dans nos structures syndicales, à faire vivre le fédéralisme, l'interprofessionnel, à s'accrocher inlassablement à la définition et au respect du mandat. La lutte des classes n'est pas morte, loin s'en faut. Elle cherche sa voie dans le fatras politique, syndical et médiatique que le système développe. À nous de déblayer un peu le terrain, d'apporter de la clarté dans la confusion générale organisée, que la période électorale actuelle d'ailleurs ne fait que renforcer, car nous sommes décidément ce que ne sont pas les politiciens et les bureaucrates : « des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître… ».

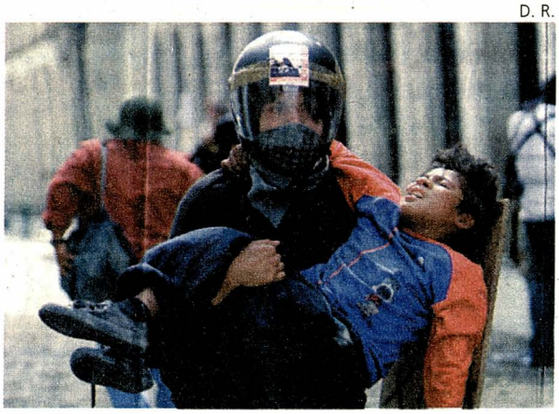
F.



Les barricades ferment les rues et ouvrent le chemin

La situation des luttes d'émancipation sociale au Mexique vue par un compagnon du Comité Chiapas de Paris qui a parcouru le sud et le centre du Mexique au printemps et à l'automne 2006.

D. R.



Bélial

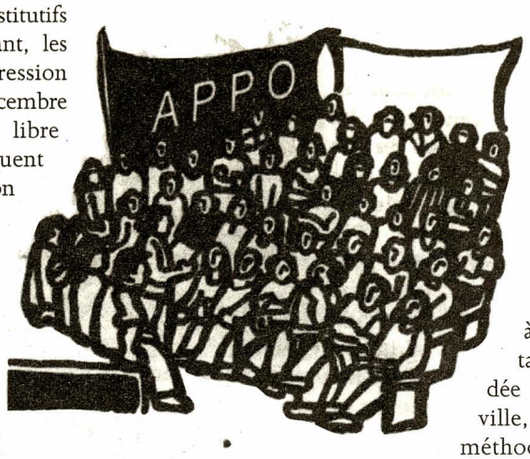
Dans un Mexique en pleine décomposition politique resurgit la révolution sociale. L'élection présidentielle de juillet a été emportée d'un cheveu, grâce à la fraude, par Felipe Calderon – surnommé Fécal par la rue –, nouveau chef d'Etat d'autant plus agressif qu'insignifiant, issu comme son prédécesseur, Vicente Fox, du Parti d'action nationale (PAN), la droite catholique, tendance Opus Dei. Le perdant de ce combat truqué est Andrés Manuel Lopez Obrador, AMLO pour les médias, grand espoir du Parti de la révolution démocratique (PRD), rassemblement hétéroclite de centre gauche qui a cependant conservé le contrôle de Mexico, la ville-monstre, où se croisent vingt millions d'habitants, un cinquième de la population mexicaine. Le sud du pays, indien et rural, est un sérieux problème pour le pouvoir du PAN, essentiellement implanté au nord et qui a succédé en 2000 à soixante et onze ans de domination ininterrompue du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) dont les États méridionaux étaient des bastions. Le PRI cherche par tous les moyens à reconquérir ou à conserver le pouvoir sur ces États du Sud mexicain. Chiapas, Oaxaca, Guerrero, Morelos, ces noms exotiques évoquent des bouleversements de l'histoire mexicaine des deux siècles passés, insurrections sociales ou guérillas paysannes. Aujourd'hui encore, ce sont des creusets de la résistance aux conséquences de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), soumettant le Mexique aux intérêts économiques capitalistes des États-Unis et du Canada, signé en 1992 par Carlos Salinas de Gortari, avant-dernier président priiste et champion toutes catégories de la fraude électorale. L'Alena est entré en vigueur le 1er janvier 1994, date choisie par les assemblées paysannes indiennes de l'EZLN (Ejercito Zapatista de Liberación Nacional) pour faire irruption en armes dans six villes du Chiapas, après dix années d'organisation et de préparation clandestines, amenant le monde entier à découvrir le sort des peuples indigènes du Mexique.

Le soulèvement zapatiste a réveillé les espoirs de nombreuses organisations sociales, rurales et urbaines, dans les États mexicains voisins et a réactivé le magonisme en lui rendant ses principes libertaires, enfouis sous la momification officielle de Ricardo Flores Magón par le régime priiste. Ces mêmes courants magonistes ont participé à la création de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) en juin 2006 et lui fournissent une assise sociale fondée sur l'auto-organisation. Aujourd'hui clairement autogestionnaires et antiautoritaires, les groupes magonistes d'Oaxaca ou de Mexico sont en convergence avec les zapatistes du Chiapas. L'Alliance magoniste zapatiste (AMZ), le Collectif autonome magoniste (Cama), le Conseil indigène populaire d'Oaxaca Ricardo Flores Magón (Cipo-RFM), l'Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme (Ucizoni) sont à la fois actifs dans l'APPO et dans l'Autre Campagne. Lancée le 1er janvier 2006, dans la perspective ouverte par la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone adoptée par les zapatistes en juin 2005, la phase d'exploration préliminaire de cette Autre Campagne, menée par le sous-commandant insurgé Marcos devenu « délégué Zéro », vient de se terminer à la fin novembre. Le mouvement devrait, après consultation, prendre une nouvelle forme. Cependant, dans l'APPO comme dans l'Autre Campagne, des voix contraires se font entendre, nettement avant-gardistes et autoritaires, prônant la prise du pouvoir au nom du peuple et revendiquant un léninisme tropical, dans ses variantes staliniennes, trotskistes ou guévaristes. Le mouvement social au Mexique devra tôt ou tard choisir entre ces chemins opposés. La construction de leur autonomie par les peuples indigènes, fondée sur la tradition communaliste, restée vive dans les montagnes d'Oaxaca, devrait orienter les choix vers la voie libertaire. La revendication de la forme de vie communale comme socle d'une société où la terre et les ressources sont mises

Vendredi 22 décembre
Paris 3e

Journée internationale de solidarité avec la Commune d'Oaxaca. Manifestation à Paris, 18h30, du parvis de Beaubourg au consulat du Mexique.

en commun, où la délégation de pouvoir, révocable et non rémunérée, est contrôlée par l'assemblée du village ou du quartier, a retrouvé vigueur et cohérence dans les débats constitutifs de l'APPO; cependant, les phases de répression comme celle de décembre rendent difficile la libre discussion et masquent les vrais enjeux. Raison de plus pour que les anarchistes prennent toute leur place dans l'organisation de la solidarité internationale.



Au Chiapas, plus d'une trentaine de communes autonomes, formant cinq régions avec leurs conseils d'autogouvernement – dits de « bon gouvernement » –, coordonnées dans les centres civils zapatistes appelés « Caracoles » – créés en août 2003 –, continuent à progresser dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la justice, de la production agricole coopérative, des transports ou de la communication (radio, vidéo), rejetant toute subvention gouvernementale – au niveau local comme au niveau fédéral – et s'appuyant sur la solidarité de la société civile, nationale et internationale. Du 30 décembre 2006 au 2 janvier 2007 aura lieu une première « rencontre des peuples zapatistes et des peuples du monde » dans le Caracol II, Oventik, près de San Cristobal de Las Casas. Elle est organisée à la demande des conseils de bon gouvernement, qui souhaitent pouvoir expliquer directement aux hommes et aux femmes des cinq continents solidaires de la rébellion zapatiste les choix qu'ils font et comment ils prennent ces décisions, les problèmes qu'ils se posent et les difficultés qu'ils rencontrent. Un second rendez-vous avec les « peuples zapatistes » est prévu du 21 au 31 juillet 2007 dans les cinq Caracoles. La discussion et les propositions qui sont attendues cet hiver à Oventik et, l'été prochain, à La Garrucha, à Roberto Barrios, à Morelia et à La Realidad devraient aussi permettre de poser des jalons pour la préparation d'une nouvelle rencontre « intergalactique » pour l'humanité et contre le néolibéralisme.

L'APPO comme l'Autre Campagne sont sérieusement menacées par le pouvoir. Une féroce répression a eu lieu au début mai peu après le passage du « délégué Zéro » à Atenco, près de Mexico, faisant deux morts et des centaines de victimes, blessées ou emprisonnées (les forces de l'ordre ont pratiqué le viol et la torture; il reste encore une trentaine de prisonniers). Marcos – délégué Zéro de l'Autre Campagne – a dû interrompre son périple pendant cinq mois pour animer la lutte pour la libération des prisonniers depuis Mexico. Les communes zapatistes du Chiapas se sont déclarées à nouveau en « alerte rouge » pendant le même temps et n'ont rouvert l'accès aux Caracoles qu'à la fin septembre. Fin octobre, le pouvoir fédéral est venu au secours du gouverneur d'Oaxaca, Ulises Ruiz, et a envoyé la Police fédérale préventive reprendre la ville autogouvernée et barricadée. Il aura fallu un mois à cette force militaro-policière blindée pour contrôler la ville, utilisant les méthodes d'une armée d'occupation, perquisitions et arrestations illégales, usage de la torture, de forces paramilitaires, en muselant les moyens de communication dont l'APPO s'était emparée. Malgré les assassinats – on évalue à une vingtaine les morts depuis le début du conflit d'Oaxaca –, les centaines d'arrestations et la terreur que font régner la Police fédérale et les paramilitaires priistes d'Ulises Ruiz, malgré les accords passés avec la bureaucratie syndicale, le mouvement n'est pas vaincu. Une grande manifestation avait encore lieu le 10 décembre dans la ville même d'Oaxaca, mais, surtout, l'APPO s'est organisée en assemblées régionales, dans l'isthme de Tehuantepec, dans la Sierra Norte...

L'EZLN a lancé l'initiative d'une journée mondiale de solidarité avec Oaxaca, immédiatement approuvée par l'APPO. Elle aura lieu le vendredi 22 décembre, qui est aussi l'anniversaire du massacre de quarante-cinq femmes, hommes et enfants tzotzils, à Acteal, par des paramilitaires, dans les hautes terres du Chiapas, en 1997.

En France, cette initiative est relayée par les collectifs de solidarité. Des manifestations auront lieu à Auch comme à Paris (rendez-vous à 18 h 30 sur le parvis de Beaubourg pour marcher vers le consulat mexicain). Le mensuel *CQFD* prépare pour les premiers jours de janvier, avec les éditions L'insomniaque, un numéro spécial de 24 pages sur la « commune d'Oaxaca ». Il reprendra en partie les vivantes chroniques de George Lapierre, publiées au fur et à mesure de leur écriture sur la liste d'information du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) que l'on peut aussi lire sur le site Internet (cspcl.ouvaton.org) de ce collectif parisien qui fêtera en janvier ses douze ans d'activité ininterrompue et organisée en assemblée hebdomadaire.

La présidence de « Fécal » commence donc sous les pires auspices. Pour écraser la résurgence d'une révolution sociale qui semble hanter le Mexique à chaque début de siècle (1810, guerre de décolonisation; 1910, début de la révolution mexicaine...), il nomme Francisco Ramirez Acuña secrétaire de son gouvernement, avec les attributions d'un ministre de l'Intérieur. En mai 2004, quand il était gouverneur de l'Etat de Jalisco, ce politicien du PAN organisait une répression sanglante contre les jeunes manifestants (certains sont encore en prison), souvent libertaires, opposés au sommet Union européenne, Caraïbes et Amérique latine, en utilisant les méthodes de la guerre sale des années 1970. Il est surnommé « le Tortionnaire ».

« Ce que les zapatistes ont réussi pour les communautés paysannes indigènes du Chiapas, la population d'Oaxaca est en train de le tenter en milieu urbain. L'enjeu est considérable », écrivait Raoul Vaneigem à la fin novembre. Aujourd'hui, les deux mouvements se sont rejoints et, face à un État prêt au pire, leur avenir est lié. **B.**

D. R.

My trader is Rich

La mort d'un « intouchable » permet de faire le point sur un système élaboré par le trader américain Mark Rich. Des déchets toxiques d'Abidjan s'exhalent la puanteur des magouilles du capitalisme mondialisé.

C@serio

Bibliothèque La Rue

PATRICK MAUGEIN, patron de la société Soco International spécialisée dans l'exploration et la production pétrolière est décédé à 57 ans le 5 décembre dernier d'un cancer. Issu d'une famille de fourreur, comme Mark Rich, mais de Brive-la-Gaillarde, il se fait très vite remarquer. Jeune polytechnicien, il est reçu en 1967 au secrétariat d'État aux Affaires sociales par un certain Jacques Chirac, corrézien comme lui. En 1978, il est introduit auprès de ce dernier, alors maire de Paris, par un ancien banquier, qui vit comme Maugein à Madrid, le « vice trésorier officieux » du RPR Jean-Marie Dauzier, frère de Pierre l'ancien patron d'Havas. Patrick Maugein deviendra très vite un homme de l'ombre de Chirac.

Au début des années 1970, Maugein commence à travailler avec Mark Rich à Madrid. Le Français devient selon ses propres dires le « maître d'œuvre des sociétés écrans » du trader américain. Il parachève auprès de ce dernier son apprentissage de négociant en matières premières. Il s'émancipe ensuite de son maître et multiplie ses propres structures : Compagnie française et internationale de distribution (CFID), Alternative finance, Sound Advance, etc. Enfin, en 1999, il devient président non exécutif d'une société cotée au London Stock Exchange, Soco International.

Ses classes auprès de Mark Rich lui auraient vraisemblablement permis de côtoyer les plus hauts responsables du monde arabe. En 1979, il rencontre Tarek Aziz, ministre irakien de l'Information. L'année suivante, c'est au tour du colonel Kadhafi et de l'ayatollah Khomeiny, sans oublier Cheik Yamani, alors ministre saoudien du pétrole devenu depuis président de l'Opep. Ces relations lui permettent en 1986 d'être nommé au conseil d'administration de l'Institut du monde arabe par Chirac, alors Premier ministre. Maugein, grand amateur d'opéras, se fera également offrir une place au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris.

Maugein, pas touche !

En 2004, la presse reparle du personnage. Une enquête fiscale de la Brigade de répression de la délinquance économique – qui aurait été commanditée par le cabinet du ministre de l'Économie et des Finances de l'époque, Nicolas Sarkozy qui s'en ai défendu – met son nez dans les activités des sociétés de trading pétrolier : le nom de Patrick Maugein aurait été mentionné dans un rapport des inspecteurs américains en Irak. Il aurait fait partie des bénéficiaires présumés des largesses de Saddam Hussein. Selon les archives de la Société nationale pétrolière irakienne, la Somo (State Oil Marketting Organization), l'ancien dictateur aurait promis à ceux-ci un « don » de 83 millions de barils.

Sur ce total, Patrick Maugein aurait bénéficié d'un crédit de 13 millions de barils. Rui de Souza – nommé successeur de Maugein à la tête de Soco à la mort de ce dernier –, alors dirigeant de Toro Energy à Monaco, aurait été gratifié de 11 millions de barils. Ibex Energy, une société parisienne apparentée au même réseau, aurait bénéficié, quant à elle, de 47,2 millions de barils.

Le patron d'Ibex Energy, Jean-Paul Cayre, a été mis en examen le 21 novembre dernier par le juge du pôle financier Philippe Courroye, puis placé sous contrôle judiciaire. Notons que Cayre n'appartient pas à l'« école Mark Rich ». Pour se défendre, Jean-Paul Cayre a déclaré avoir touché effectivement « des allocations pétrolières mais n'en a utilisé que quatre sur les 47 (millions de barils) ». L'Essex, un cargo battant pavillon libérien, aurait été « surchargé de 230 000 puis de 270 000 barils non déclaré à l'ONU » dans le cadre de « Pétrole contre nourriture », a déclaré Théofanis Chiladakis, capitaine de l'Essex. « Nous (Ibex) n'étions pas responsables, se justifie Cayre. C'est l'affréteur, Trafigura, qui a fait du « surlifting » sur notre contrat. »

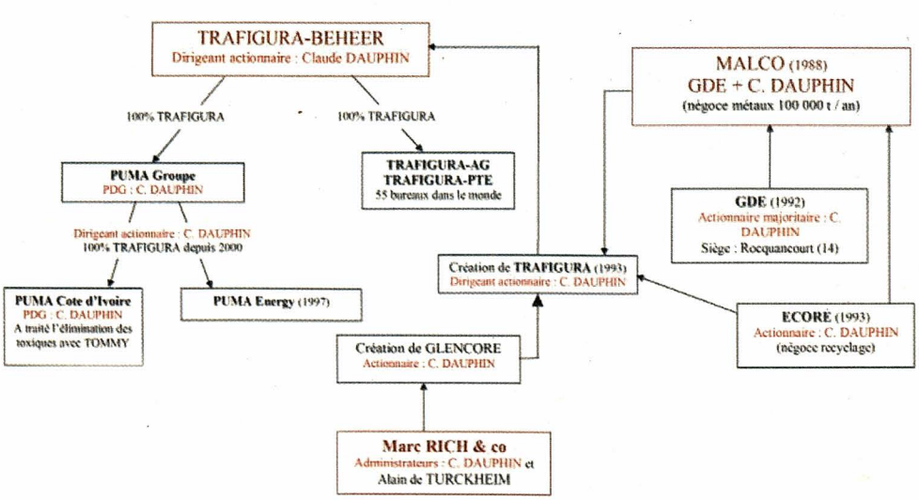
Selon l'écrivain Pierre Montaldo dans son livre Chirac et les quarante voleurs, Trafigura contrôlerait 50 % d'une société, Quantic, basée aux Bahamas, laquelle serait un « éminent actionnaire » de Soco International. Toutefois, Patrick Maugein, qui emporte tous ses secrets dans sa tombe et qui a toujours démentis les faits, n'aura jamais été inquiété par la justice, pas plus d'ailleurs que dans l'affaire Elf et de ses liens avec Alfred Sirven.

Voilà que Trafigura sort de l'ombre...

Trafigura, affréteur du tanker pour Ibex, a ses bureaux à Amsterdam (deux personnes), son siège à Lucerne mais est gérée depuis Londres par Claude Dauphin à travers sa holding Ecore. Suite à l'affaire de fraude dans le programme « Pétrole contre nourriture », le 25 mai dernier, devant le tribunal de Houston (Texas), Trafigura a plaidé coupable et reconnu avoir violé la loi fédérale américaine et l'embargo des Nations unies en Irak. Trafigura a accepté de payer deux fois 9,9 millions de dollars : la première tranche correspond aux profits tirés de ces ventes frauduleuses et la seconde aux pénalités.

Trafigura apparaît également, à travers sa filiale Puma Congo, dans différentes procédures judiciaires à Londres et à New York dans le dossier « Kensington » des sociétés écrans utilisées par le président du Congo pour vendre du pétrole sur les marchés internationaux afin que ce dernier échappe à ses créanciers. En 2000, Trafigura est impliquée dans le scandale des réserves pétrolières stratégiques de l'Afrique du Sud, que la compagnie avait pu racheter à « prix bradés » avec la complicité des décideurs locaux. L'affaire s'est soldée par une perte de 30 millions de dollars des finances sud-africaines.

Ecore possède également d'autres filiales. Ecore France qui est immatriculée au registre de commerce de Bobigny depuis avril dernier.



Malco, une société de droit français spécialisée dans les métaux non ferreux qui s'est développée dans les pays de l'Est et en Chine. Le directeur de Malco se trouve être également le président de la division non-ferreux du Bureau international du recyclage (BIR). Puma Energy, impliquée dans l'affaire des déchets toxiques d'Abidjan, qui réalise une grande partie du chiffre d'affaire de la Société ivoirienne de raffinage (SIR), dans le cadre de ses opérations de trading.

... et ses fondateurs aussi

Claude Dauphin est le fils du ferrailleur normand Guy Dauphin fondateur de Guy Dauphin Environnement (GDE). À 18 ans, Claude quitte le giron familial et fait ses classes à l'« université Mark Rich », selon l'expression de Business Week, où il fera la connaissance d'Eric de Turckheim. À 25 ans, Claude Dauphin prend la tête du département pétrole chez « El Matador », surnom de Mark Rich. « À 30 ans, il gagne 50 millions de dollars par an », raconte un de ses proches.

En 1992, Claude Dauphin reprend la société de son père afin d'étendre les activités ferrailles de GDE au traitement des déchets à travers le monde. Dès son arrivée, la société passe de quatre unités et 29 salariés à 49 sites en France et 800 salariés. GDE devient le numéro deux du recyclage en France en investissant entre 20 à 30 millions d'euros par exercice. Le chiffre d'affaires, inférieur à 99 millions d'euros en 2000, devrait dépasser les 700 millions pour l'exercice 2005-2006 ! Grâce à la holding Ecore, GDE s'est étendu en Hongrie avec quinze sites, cinq en Roumanie et cinq en Turquie.

Mais cela ne lui suffit pas. Comme Mark Rich, Claude Dauphin recherche les contacts politiques à l'étranger. Il joue le Canada. Dauphin travaillait comme consultant auprès du Conseil pour l'unité canadienne depuis 1994. En septembre 1995, il est nommé président honoraire d'Option Canada (un organisme, financé par le gouvernement du Canada via le Conseil de l'unité canadienne, qui a participé au financement du camp du « Non » lors du référendum de 1995 au Québec), un poste qu'il occupera jusqu'à la fin de l'année suivante. Il se retrouve mêlé dans des irrégularités dans la gestion de fonds atteignant 4,8 millions de dollars accordés à Option Canada par Ottawa, révèle une enquête menée par la Gendarmerie royale du Canada en 2005. Le scandale va éclabousser directement le chef du Parti libéral, Paul Martin, dont Claude Dauphin a été le conseiller principal de 1997 à 2001, lorsque celui-ci était ministre des Finances. « Mon rôle s'est limité à faire des demandes de subventions, ce que j'ai fait », plaide Dauphin, ajoutant que durant son passage à Option Canada, il n'a jamais présidé les séances du conseil d'administration.

C'est en 1993, que Claude Dauphin fonde avec un autre ancien de Mark Rich, Eric de

Turkheim, leur propre société de négoce, Trafigura, qui se montrera très active dans le pétrole. « Si nous sommes partis, explique Eric de Turkheim, directeur financier de Trafigura, c'est parce qu'il refusait de partager le management et le capital et non pour des raisons morales. » Selon le *Business Week*, Trafigura aurait été créé grâce à de l'argent versé par Mark Rich : « il aurait investit dans des compagnies telles que Trafigura pour étendre son empire », mais également dans le groupe Masefield et à Moscou dans *Milio International*, nés tous d'anciens « Rich boys ». Trafigura, qui compte aujourd'hui 1 100 employés, si elle est dirigée par ses deux fondateurs, appartient à ses 200 cadres dirigeants dont les actions seraient gérées par des sociétés basées sur l'île de Jersey.

Mais depuis l'arrestation de Claude Dauphin et de Jean-Pierre Valentini, responsable Afrique de l'Ouest de Trafigura, toujours retenus à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan et qui risquent entre 35 et 40 ans de prison dans le scandale des déchets d'Abidjan, selon le ministère de la Justice ivoirien, Trafigura aurait racheté Ecore. Notons encore que Valentini est le neveu de Mathieu Valentini connu pour être un important maillon des réseaux occultes du groupe pétrolier Elf Aquitaine, un proche d'André Tarallo, appelé « Monsieur Afrique » d'Elf.

Enfin, si l'« « école Mark Rich » est la capacité d'offrir dans des contextes politiques complexes des solutions plus inventives que les grandes majors », note le *BusinessWeek*, il est heureux de voir que ce petit monde du négoce n'est pas toujours entouré de toute l'impunité « tant méritée ». **C.**

Le « sulfureux » Mark Rich

Les liens étroits entretenus par Mark Rich avec les grandes banques et les groupes pétroliers, mais surtout son installation dans le canton le plus fiscalement clément de Suisse, empêcheront toutes poursuites à l'encontre du trader américain.

Mark Rich est né à Anvers en 1934. Il se réfugie avec ses parents qui fuient le nazisme à New York en 1941. Embauché comme grouillot à l'âge de 19 ans chez l'important négociant de matières premières new-yorkais Phibro, il fait rapidement ses preuves notamment sur les marchés du cuivre et du pétrole. Il anticipe le premier choc pétrolier de 1973. Jugeant qu'il n'est pas assez payé, Rich lâche Phibro en 1974 et crée sa propre société, Richco, basée à Madrid et à Zoug (Suisse).

Considéré comme un trader de génie, Rich est connu comme l'inventeur du préfinancement des revenus pétroliers ou « spot trading » ; mécanisme par lequel les pays africains s'endettent sur leurs revenus futur. Puis du « daisy-chaining » grâce auquel il revendait très cher du pétrole acheté très bas. En Afrique du Sud et au Congo, on lui reproche sa propension à multiplier les sociétés écrans pour dissimuler des fraudes et des rachats de réserves pétrolières à bas prix.

La révolution iranienne en 1979, fait à nouveau flamber les cours du brut. Il est soupçonné d'avoir commercé avec les ayatollahs en pleine crise des otages américains en Iran (Irangate) ; mais aussi avec l'Afrique du Sud pendant l'apartheid ainsi qu'avec Cuba et la Lybie lors des embargos commerciaux, puis d'avoir escroqué le fisc américain de plus de 50 millions de dollars, celui qu'on surnomme « El Matador » aurait risqué 325 ans d'emprisonnement pour 65 chefs d'accusation.

Il devient alors citoyen espagnol puis israélien avant de se réfugier à Zoug. Dès lors, il se concentre sur ces affaires qui englobent les marchés du pétrole, du sucre, de l'or et des céréales qui génèrent un chiffre d'affaires de 30 milliards de dollars. Une bonne raison pour que la Suisse refuse de l'extrader. Mais El Matador ne s'intéresse pas qu'aux affaires. En 2001, il aurait versée plusieurs millions de dollars au Centre Peres pour la Paix avant d'en devenir un membre officiel.

Mais son désir est d'être libéré de l'épée de Damoclès qui pèsent toujours sur sa tête. Son premier soutien est dès lors son épouse Denise – depuis, le couple a divorcé – qui est une des plus importantes donatrices des campagnes électorales du couple Clinton : elle aurait versé plusieurs millions de dollars au Parti démocrate. D'autre part, l'avocat de Mark Rich, Jack Quinn – qui a été conseiller personnel de Clinton pendant de nombreuses années – fait appel au roi Juan Carlos d'Espagne, à Ehud Barak et à Shimon Peres pour qu'ils demandent la grâce de son client. Pour calmer le jeu, Richco s'acquitte d'une amende de 170 millions de dollars auprès du fisc américain en revendant notamment des actions qu'elle détenait dans la Twentieth Century Fox. Mais les Américains estiment que le contentieux fiscal personnel de Rich demeure.

Mais c'est l'intervention des personnalités espagnole et israéliennes, ainsi que la contribution (400 millions de dollars) faite par Denise Rich à la bibliothèque présidentielle, qui fait que Clinton, à la veille de la fin de son mandat (2001), accorde sa grâce au trader américain.

Mais l'itinéraire de Mark Rich ne s'arrête pas là. Il revend ses parts de Richco qui devient Glencore, mais l'homme d'affaire resterait quand même dans l'ombre de la société. La stratégie de Glencore reste la même, mêlant le trading de matières premières dans plus de cinquante pays et des intérêts industriels dans les métaux. La société est suspectée par les Nations unies d'avoir détourné une cargaison de pétrole irakien destinée aux États-Unis vers la Croatie en violation du programme « Pétrole contre nourriture ». Glencore aurait empoché un profit de 3 millions de dollars dans l'opération. Craignant d'être banni d'un commerce juteux, Glencore a remboursé l'argent contesté à l'ONU.

Glencore est également le premier actionnaire de Metaleurop. En 2002, le groupe Metaleurop, qui traverse alors une passe difficile, annonce la cession de l'usine d'électrolyse de zinc de Nordenham, en Allemagne, la seule filiale rentable du groupe à Xstata pour 100 millions de dollars, une somme jugée modeste par les analystes. Or Xstrata, également basée à Zoug, a pour premier actionnaire Glencore à hauteur de 40 %. Cette vente précède de quelques jours le démantèlement de Metaleurop. Glencore, qui ne publie jamais ses résultats financiers, aurait généré 91 milliards de dollars de revenus en 2005 et toucherait les 100 milliards cette année.

Vive le feu !

« Tout individu est attiré par le feu, en chacun de nous dort un incendiaire. » Gaston Bachelard

Frondes, émeutes, révoltes, révolutions... Depuis toujours le feu, sous ses diverses formes, accompagne les luttes, les ruptures, les mouvements d'émancipation. Compagnon radical des rebelles, des insoumis, le feu représente également un moyen d'expression à haute teneur symbolique. Or, si les émeutes de novembre 2005 ont montré qu'il a conservé ses capacités de nuisance utile, les pratiques incendiaires n'en sont pas moins devenues intolérables aux yeux du personnel politique, toutes tendances confondues, et d'une majeure partie de l'opinion. Une chose est certaine: le feu continue de faire peur.

Premier artisan du progrès matériel, élément mythifié, le feu, sa domestication, est une des rares conquêtes que partagent l'ensemble des civilisations. Toutes, en ont tiré une symbolique basée sur l'anéantissement et la régénerescence. Sur le plan politique, l'appropriation du feu par un groupe ou un individu fut très tôt entendue comme un acte d'assimilation du pouvoir. Il n'est donc pas surprenant qu'à son tour les colères émanant du peuple, usent de ce moyen-là, jusqu'à une date toute récente: en novembre 2005. Les jeunes émeutiers des quartiers usèrent du feu sous toutes ses formes, du cocktail Molotov à l'incendie de bâtiments publics ou privés, en passant par les feux de poubelles et, bien entendu, de véhicules. On a beaucoup glosé alors sur les voitures, les écoles, les entrepôts brûlées. Des mots fusèrent, « barbares », « imbéciles », « inconscients ». Et, dans le même mouvement qui voyait les belles consciences s'offusquer de telles pratiques, on prenait soin de passer sous silence la signification profonde du geste des émeutiers. On ne brûle jamais que ce qu'on désire voir disparaître. Destruction, anéantissement. Mais on ne désire anéantir que ce qu'on voudrait voir renaître, sous une forme nouvelle. Aussi, politiquement, le feu n'est jamais neutre. De même que les cibles visées par ceux qui l'utilisent.

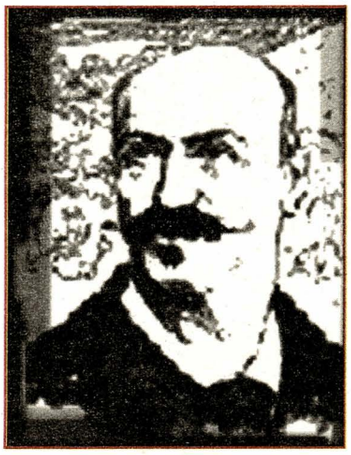
On a peu entendu aussi nos experts en banlieues relier ce mouvement à d'autres, et tenter de bâtir quelque chose comme une historique du feu rebelle. Plutôt que de mettre en perspective l'acte d'un groupe d'adolescents décidant de brûler une halte-garderie, et de s'interroger sur les raisons profondes pouvant conduire à un tel acte, ces messieurs, au diapason des politiques, ont fait le choix de décréter de tels incidents « regrettables ». Regrettables, oui... Forcément. Mais est-ce suffisant pour justifier les cris d'orfraies poussés à gauche comme à droite dès qu'un bus brûle en banlieue? Le courage politique est-il à ce point une valeur romantique, dépassée, que pas un élu n'ose, quand une malheureuse victime brûle avec le bus, rappeler que le but des incendiaires n'était évidemment pas de tuer? Qu'un bus, dans ces quartiers, n'est pas un espace neutre, mais le lieu où s'exerce quotidiennement une des formes du contrôle social? Qu'alors, la logique est respectée: je brûle ce qui m'opprime. Ce que je veux voir disparaître dans les flammes, c'est l'outil qui veut me soumettre. Refuser d'admettre cela revient à refuser le feu et ils sont nombreux, même parmi les anarchistes, celles et ceux qui n'admettent plus les pratiques incendiaires. Au nom de la « civilisation », on laisse ainsi sans trop rien dire condamner des dizaines de gosses dont le seul crime fut de mettre le feu à une benne à ordures (novembre 2005). On s'interdit d'emblée de les entendre, de les comprendre: pratiques par trop barbares, au regard de celles, « civilisées », du dialogue, de la négociation. Le feu n'aurait plus sa place dans la contestation, depuis que furent inventés la manifestation mouton et le bulletin de vote: « AC le feu », s'est baptisée une association exhortant les jeunes des quartiers à s'inscrire sur les listes électorales... Et ce n'est pas pendant le mouvement contre le CPE qu'on risquait de voir des centaines d'automobiles brûler! Pendant ce temps le pouvoir en place peut, lui, continuer à parler de « couvre-feu », censé lutter contre les « flambées de violence » ...

En réalité, sous couvert de civilisation, ce qu'il s'agit de défendre est un projet de société policée, soft, débarrassée de toutes violences hors celle, « légitime », de l'État. Une société où s'attaquer à un commissariat serait inenvisageable: négocions...

Une société, à vrai dire, où le sécuritaire l'aurait, une fois pour toutes, emporté. Une société dans laquelle plus rien, jamais, ne brûlerait, une société de cendres froides. Face à ce projet que partagent la droite comme la gauche, il importe d'être vigilant, de ne pas tomber dans le piège de la condamnation réflexe, liée au refus du feu, refus qui apparaît éminement réactionnaire. Il conviendrait au contraire de réhabiliter l'incendie, comme pratique révolutionnaire, comme outil d'une colère qui n'a pas à être contenue. Vive le feu, définitivement!

Fred
Groupe Louise-Michel

Sébastien Faure

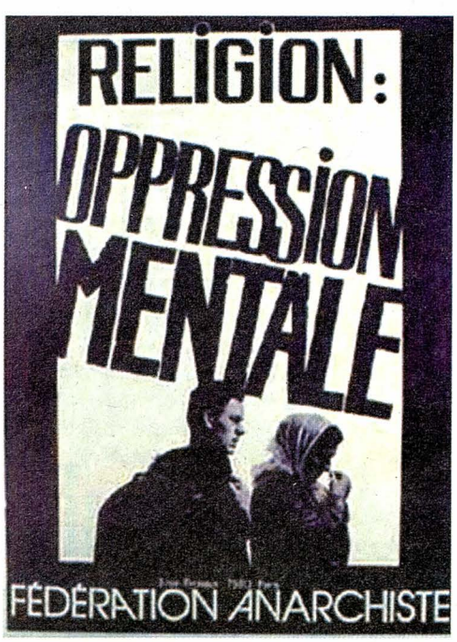


L'imposture religieuse

À l'heure où un nouveau pape appelé « Araignée » nous rebat les oreilles avec un retour à la messe en latin, pour faire plaisir aux intégristes et, pourquoi pas un retour aux croisades, à la chasse aux sorcières et autres impies, pour en finir définitivement avec tous leurs dieux, nous répéterons toujours et encore, après le Père Duchesne: « et l'bon dieu dans la merde, non de dieu! Et l'bon dieu dans la merrrrrrde! »...
Ce texte fondamental de Sébastien Faure – militant socialiste, venu à l'anarchisme en 1885 – n'a pas pris une ride !

Patrick Schindler

Secrétariat Histoire et Archive de la Fédération anarchiste



DÈS SON ENTRÉE en matière, Sébastien Faure prévient le lecteur et expose l'objectif de son ouvrage: « Le mouvement religieux repose sur dieu, il est à la fois le point de départ et le point d'arrivée, le commencement et la fin de toute la religion chrétienne. S'il est prouvé que ce dieu n'existe pas, qu'il est impossible qu'il existe et qu'il est absurde d'en admettre l'existence, le monument croule et l'imposture éclate. C'est cette imposture que je veux établir! »

Sébastien Faure démontre une évidence amenant la suivante, que son pari est plus réussi que celui de Pascal [1]! Qui n'a pas espéré un jour pouvoir démonter, point par point, les « évidences » auxquelles voudraient nous faire adhérer les culs-bénits, sans aucune preuve scientifique à la clé? Ces derniers espèrent nous faire gober leurs mystères impénétrables uniquement par l'omniprésence arbitraire de leur foi, qui ressemble à tous les égards au plus laxiste opium qu'un peuple n'ait jamais connu: celui de refuser de se poser les bonnes questions! Quelques conclusions au fil du texte.

Le dieu « pur esprit » ne peut avoir créé l'univers matériel

« De deux choses: ou bien la matière était hors de dieu et il n'a donc pas eu à la créer, puisqu'elle existait déjà et dieu n'est donc pas créateur. Ou bien, elle était en dieu et à ce moment, il n'est pas « pur esprit » puisque il n'a pas eu besoin de la créer, ainsi l'acte créateur [...] se réduit à un geste d'extériorisation et dans l'un et l'autre cas, pas de création! »

L'univers imparfait ne peut être l'œuvre de l'être parfait

« Ou bien ce n'est pas le dieu des chrétiens qui est l'auteur de l'univers, ou bien, si c'est lui qui l'a créé, ce dieu est imparfait, puisque son œuvre est imparfaite! Dilemme ou syllogisme, ces deux raisonnements aboutissent à la même conclusion: le parfait ne peut déterminer l'imparfait. »

L'être éternel, actif, nécessaire, ne peut avoir été, à aucun moment, inactif ou inutile

« Ou bien dieu n'est pas éternellement actif et éternellement nécessaire, puisque avant la création, il n'était ni actif ni nécessaire; il était incomplet, c'est-à-dire imparfait et alors, il n'existe pas! Ou bien, dieu étant éternellement actif et éternellement nécessaire, il ne peut pas l'être devenu et, alors, il n'a pas créé. Impossible de sortir de là. »

L'être immuable ne peut avoir créé

« Si dieu a créé, il a créé sans motif et sans but. Il a donc agi à la façon d'un fou et la création apparaît comme un acte de démence. De plus, dieu étant éternel, l'univers l'est aussi et, si l'univers est éternel, il n'a jamais commencé, il n'a pas été créé. »

L'idée de providence dépose contre l'idée de créateur parfait

« Passe encore qu'on affirme: l'existence du créateur parfait ou de la providence parfaite, mais la raison s'oppose à ce qu'on affirme et celle-ci et celle-là. Si le créateur est parfait, la providence est inutile. Si la providence est nécessaire, c'est que le créateur est imparfait. Il faut choisir! »

La multiplicité des dieux atteste qu'il n'en existe aucun

« La multiplicité des religions proclame que dieu manque, ou de puissance, ou de justice. Or, dieu doit être infiniment puissant et infiniment juste, les croyants l'affirment, d'accord sur ce point avec la raison. S'il lui manque un seul de ces attributs essentiels : puissance ou justice, il n'est pas parfait et s'il n'est pas parfait, il n'existe pas ! »

L'enfer est la négation de l'infinie bonté

« L'enfer prouve que dieu n'est ni bon, ni miséricordieux. L'existence d'un dieu de miséricorde et d'amour est incompatible avec celle de l'enfer. Ou bien il n'y a pas d'enfer, ou bien dieu n'est pas infiniment bon. »

Le problème du mal

« Toutes les mains suppliantes qui se tendent vers dieu, toutes ces supplications venues des temples, églises, chapelles et basiliques. Vainement sont tendues ces mains, vainement montent ces prières. Dieu reste sourd, impassible, inexorable. Est-ce parce qu'il ne peut pas exaucer ceux qui l'implorent et le conjurent de mettre fin à leurs maux ? Est-ce parce qu'il ne veut pas sécher les pleurs, dissiper les souffrances ? Réfléchis et décide ! »

Si dieu existe, il est responsable du mal moral comme du mal physique

« Oui ou non, dieu aurait-il le pouvoir de supprimer le mal, s'il en avait la volonté ? Si oui et puisque le mal persiste, c'est qu'il ne veut pas l'empêcher. De toutes façons, et qu'il s'agisse du mal moral ou du mal physique, dieu est et reste responsable de celui-ci, pleinement, totalement. »

Où l'imposture éclate

« En érigeant leur dieu en justicier, les croyants en font un usurpateur. En lui conférant le devoir de punir ou de récompenser, ils le chargent d'un droit arbitraire, d'un pouvoir inique et si leur dieu exerçait ce pouvoir, il ne pourrait le faire qu'à l'encontre de toute véritable équité. »

Dieu violerait les principes essentiels et les règles fondamentales de la justice

« Il y a disproportion scandaleuse et évidente entre le mérite et la récompense, disproportion manifeste et révoltante entre la faute et la punition, disproportion partout. La justice divine se trouve ainsi en antagonisme absolu avec les fondements et les règles de l'équité et le "dieu justicier" foule aux pieds ces règles et principes. »

La thèse de l'imposture appliquée au catholicisme

« L'église devint peu à peu, avec ses fidèles et ses pasteurs, cette organisation de propagande et de combat, armée d'une doctrine substantielle, cohérente et dotée de cadres et d'effectifs de plus en plus nombreux et de mieux en mieux outillés. Il est infiniment probable que la catholicisme a suivi la gradation : erreur innocente, mensonge coupable et imposture criminelle ».

Le christianisme primitif

« Par une série d'actions et de réactions réciproques, des changements profonds ont graduellement dénaturé le christianisme [...] qui fourmille de divergences et même de contradictions. Ces changements ont nécessairement enfanté de nouveaux mensonges, comme ces derniers ont fatalement engendré de nouvelles modifications. Cet afflux de mensonges nouveaux a eu pour résultat de dissimuler l'imposture de la création plus et mieux que jamais, tout en la consolidant ; à préciser les conséquences actuelles de l'imposture catholique dans tous les domaines, religieux, politique, économique, moral et social ».

L'imposture se développe

« Petit à petit, l'église se proclame l'unique dépositaire des vérités éternelles, des enseignements célestes et des pouvoirs divins. Laïcs ou clercs se font fort de prouver par a + b, l'existence de leur dieu et traitent dédaigneusement d'insensés, d'ignorants, d'incompréhensifs ou de gens de mauvaise foi, ceux qui ne se tendent pas à leurs prétendues démonstrations. Ces sectaires cèdent aux mauvais conseils que leur donne leur rage impuissante et, dans la fureur où les jette, quand il s'agit de prouver dieu, la constatation de leur incapacité, ils voudraient supprimer tous ceux qui osent douter ou nier. Laissons-les à leur farouche intolérance, et passons. »

Le christianisme fait de l'obéissance une vertu cardinale, afin d'asseoir la domination qu'il convoite

« Le point capital, l'essentiel est pour l'église d'inspirer aux ennemis, vrais ou supposés de la foi, une terreur salutaire, d'affirmer hautement le devoir impérieux de l'église de faire respecter partout et par tous son autorité souveraine et son droit absolu de punir des peines les plus sévères quiconque tentait de se soustraire à sa domination. »

L'église interprète pour le mieux de ses intérêts les inégalités sociales

« O croix, petit morceau de bois sur lequel, pantelant et expirant, est étendu le christ, à combien d'usages tu as servi ! Quel parti a su tirer de toi l'imposture de ton église ? Que de mensonges ont été, en ton nom proférés ! Que de néfastes enseignements, dont tu es le prétexte, parce que tu es l'emblème des tourments auxquels a succombé le fondateur du christianisme, quel mal tu as fait, quel mal tu fais encore ! »

L'institution des sacrements est un merveilleux instrument de domination

« Le sacrement de pénitence est celui que l'église a institué dans le but de rapprocher d'elle constamment toutes les brebis du troupeau sur lequel elle a, dit-elle, reçu mandat de veiller. Elle en est, prétend-elle, responsable devant dieu et le bon pasteur a le devoir de ne laisser jamais trop s'éloigner ses ouailles, s'il ne veut s'exposer à en perdre. »

Le confessionnal

« Grâce au confessionnal, chaque paroisse possède ses informateurs et la fiche de chacun est constamment tenue à jour. »

L'eucharistie

« Le catholique se livrera passivement, pieds et poings liés à l'autorité absolue du clergé, pour échapper à l'épouvante de l'enfer et de ses atrocités, que l'église dépeint avec un luxe de détails et un raffinement de cruauté poussés à l'extrême limite du concevable. »

Hiérarchie : du pape maître souverain, au fidèle, esclave absolu

« L'organisation de l'église catholique, est un exemple du degré de despotisme auquel atteignent ceux qu'arme l'autorité et du degré d'abaissement auquel descendent ceux qui supportent le poids écrasant de la hiérarchie. »

L'Église et la vérité

« Pauvres croyants estropiés de la cervelle ! Comme vous seriez à plaindre, si vous ne cédiez pas à une paresse ou lâcheté d'esprit criminelles ! Et si ce renoncement à l'usage de vos facultés intellectuelles avait au moins l'excuse d'être pur et désintéressé, au lieu de tendre à éviter l'enfer et à gagner le ciel ! »

Pour conquérir le monde, l'Église a constamment tenté de s'appuyer sur les deux classes opposées

« Depuis des siècles, les inspirateurs, directeurs et chefs du mouvement catholique n'ont cessé d'appliquer toutes les ressources de souplesse, de diplomatie, de subtilité et de dissimulation dont ils abondent ? Le travail lent, méthodique, progressif, sans relâche, qui marche de pair, admirablement, avec l'esprit de conquête et la volonté de domination qui poussent l'église à ne reculer devant rien quand il s'agit de triompher. »

À l'origine, le christianisme fut un mouvement populaire

« Si la répression dont les premiers chrétiens furent victimes, a eu pour but d'étouffer le christianisme en tant que mouvement social, elle a atteint pleinement son but. Mais, par contre, si elle se proposait de le terrasser comme courant religieux, elle a obtenu un résultat diamétralement opposé, puisqu'elle l'a renforcé, vivifié, assaini, exalté. »

Le christianisme a perdu sa pureté initiale

« Qu'il y avait loin de ce mouvement qui avait soulevé les miséreux contre les opulents et les esclaves contre les maîtres, à ce christianisme de résignation terrestre et d'espérance céleste, qui parlait d'entente entre riches et indigents et enseignait l'amour entre esclaves et maîtres ! »

L'église naissante et le monde romain

« Quand l'empereur Thédose, après le massacre particulièrement odieux de Thessalonique en 390, se présenta avec sa suite pour entrer dans l'église, Ambroise lui interdit d'entrer. L'empereur s'inclina devant la sentence de l'évêque et n'y pénétra qu'après une pénitence solennelle. Dès lors, la puissance de l'église rivalisa avec celle de César et, en échange de la soumission du clergé dans les choses de ce monde, à l'autorité impériale, Théodose multiplia les édits qui firent de la religion catholique, la seule religion reconnue, autorisée et protégée par l'Empire, c'est-à-dire une religion d'État ».

La technique constante du clergé catholique

« Les conciles fixent le dogme, précisent la croyance et règlent la discipline. Charlemagne ressuscite pour un temps l'Empire d'Occident et le pape Léon III (800) pose sur sa tête la couronne impériale. Sous le même Charlemagne, l'église, groupée, hiérarchisée, disciplinée sous l'autorité pontificale, fait alliance avec l'État idéal : l'Empire. »

L'Église complice de l'État

« Quand il y eut désaccord entre l'État et l'Église, les choses se nouèrent et se dénouèrent, mais, en aucune circonstance, ces conflits, même les plus grands et les plus prolongés, n'ont brisé l'entente secrète et instinctive qui unit fatalement le maître spirituel au maître temporel, en vue de l'asservissement politique du peuple et de l'exploitation économique des producteurs. »

La doctrine sociale de l'Église

« La révolution qui vient et qui, tôt ou tard, balaiera cette société de servitude et de misère, balaiera du même coup le christianisme qui a lié son sort à celui de ce monde de pourriture morale et de misère physique. Ce sera le juste châtiment de cette religion qui, depuis des siècles, ne vit que d'imposture ! »

L'Église et l'assistance

« Dans toutes les avenues qui partent de l'assistance et se dirigent vers le carrefour de la misère, l'Église se dresse apportant, ici une partie de ce qu'elle a reçu là, s'entremettant entre l'opulence et le dénuement. »

L'Église et l'enseignement

« L'Église est à l'affût des naissances, des mariages, des décès. Elle saisit avec empressement toutes les occasions qu'offrent le baptême, le mariage et la mort, de se rapprocher des familles et d'y garder une place. Elle continue à bénéficier de l'empire que, par des siècles d'enseignement, elle a conquis sur les consciences débiles et les esprits obtus. »

L'Église, la magistrature et l'armée

« Les meilleures places, les situations les plus brillantes, les postes les plus élevés, les traitements les plus avantageux et les combinaisons les plus lucratives sont accaparés par ceux que le populaire appelle "les échappés de jésuitières". »

L'Église et la richesse

« Pour gagner la partie, il faut que l'Église dispose d'énormes capitaux, sinon elle sera abattue. Elle sait cela et c'est parce qu'elle le sait que, tout en prêchant, pour sauver les apparences, le mépris de richesses, elle pratique la plus violente cupidité. »

Force de la tradition en matière religieuse et sociale

« Ce qui fait la force d'une civilisation, c'est l'ancienneté de ses cadres, c'est le poids d'une éducation d'une morale et d'une routine héréditaires qui masquent ses vices, font croire au caractère respectable, fatal, protecteur et indestructible de ses institutions et éloignent de l'esprit, comme insensée ou criminelle, l'idée de son renversement. »

La croyance est une maladie infantile

« Il est aisé de concevoir, comment il se fait que l'enfant devienne la proie facile des superstitions les plus grossières et des crédulités les plus ridicules. Or, ce qui est vrai pour l'enfant d'aujourd'hui, pour celui qui grandit à nos côtés, a dû être vrai pour l'humanité tout entière, lorsque celle-ci en était à la période de l'enfance, caractérisée par la curiosité, l'ignorance, la crainte et l'amour du merveilleux. »

L'erreur de Pascal

« L'homme devint un animal religieux et il le restera aussi longtemps qu'il demeurera enfant. Il cessera de l'être quand il atteindra sa majorité, je veux dire : lorsqu'il aura acquis un bagage scientifique armant solidement sa raison contre les terreurs de l'inconnu et l'attrait du merveilleux. »

Décadence du christianisme

« Depuis deux siècles, le christianisme décline avec rapidité, son prestige diminue de lustre en lustre. Les philosophes et encyclopédistes du XVIIIe siècle ont fortement sapé son influence, la révolution a abaissé le clergé et les magnifiques progrès de la science, mettant les dires de la religion en contradiction avec les réalités, et ont glorieusement contribué à précipiter le mouvement de chute dans lequel le christianisme sombrera avant qu'il ne soit bien longtemps. »

Le croire et le savoir s'opposent

« Le mouvement ne peut pas s'arrêter et des temps viendront où le domaine du savoir constituera un Empire immense et où le croire ne régnera plus que sur un infime territoire. »

Le christianisme est l'allié de la classe capitaliste

« Toutes les fois que l'ordre capitaliste est en danger sérieux, on voit l'église et l'armée, c'est-à-dire l'imposture systématique et la violence organisée, s'accoupler monstrueusement, dans le but de paralyser l'indignation populaire, de protéger les pouvoirs établis et de sauver l'ordre capitaliste menacé : l'alliance du sabre et du goupillon. »

La religion ne peut pas être une affaire d'ordre strictement privée

« Elle ne cessera de se mêler à chose publique que lorsque, dans l'évolution qui la pousse, ainsi que tout organisme vivant, vers la mort, elle aura entièrement parcouru les trois phases : enfance, maturité, vieillesse, qui, dans tout mouvement historique, précédent et amènent la disparition. »

Le christianisme bêlant

« Ne demandez pas aux dirigeants d'être justes, n'attendez pas des patrons qu'ils soient bons. Les uns et les autres sont, par la force même des choses, ce qu'ils sont, ce qu'il faut qu'ils soient. Ce sont des acteurs chargés d'interpréter la pièce. Inutile de siffler les acteurs et de changer les interprètes, c'est la pièce qui ne vaut rien. Il faut donc baisser le rideau et changer le programme. »

Le christianisme est l'adversaire de la révolution qui vient

« Le christ incarne la vertu chrétienne, sa vie est celle du chrétien idéal. Il faut pauvre et soumis, il ne connut ni le bien-être ni la liberté. Sa doctrine, sa morale et son exemple sont d'expiation et d'obéissance. Ils s'opposent donc violemment, irréductiblement à l'idéal de bien-être et de liberté qui sert de mot d'ordre à la révolution en marche. »

La conception politique de l'Église et la liberté s'excluent

« Il est tout à fait impossible qu'une conciliation quelconque se fasse entre la religion et la liberté politique. L'opposition est évidente et irréductible. »

La religion s'oppose à l'affranchissement du travail

« Sur ce terrain, l'opposition éclate, manifeste, criante, irréductible, entre la conception religieuse et l'affranchissement du travail et des travailleurs, entre le programme économique du christianisme et l'idéal de bien-être et de liberté vers lequel s'achemine le prolétariat du XXe siècle. »

L'esprit religieux est mortel à la vie intellectuelle

« Rivée jusqu'à ce jour aux diverses religions qui l'ont assujettie, la vie intellectuelle sera complètement transformée quand, l'humanité s'étant libérée de la tutelle des religions, l'esprit scientifique remplacera l'esprit religieux. »

Pauvreté et imposture de la morale chrétienne

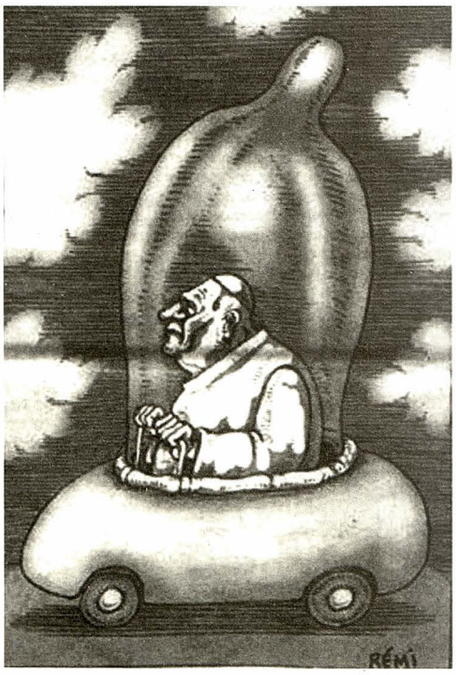
« L'imposture, constituée par l'enchaînement méthodique de ces mensonges s'impliquant et se nécessitant les uns les autres, dans un ordre systématique, conditionnant toute la morale et ayant le même but : la souveraineté de l'église. »

En guise de conclusion, Sébastien Faure nous laisse ce message clair et persuasif : « L'humanité du XXe siècle en est à l'heure où il devient urgent qu'elle choisisse entre l'idéal décevant et criminel de toutes les autorités et de toutes les religions : "pauvreté et soumission" et l'idéal commun à tous les êtres véritablement épris de justice et de fraternité : "bien-être et liberté" ! C'est cet idéal sublime qu'un certain nombre d'hommes et de femmes ont adopté et qu'ils propagent avec toute la lucidité de leur raison, avec toutes les ressources de leur savoir, avec toutes les ardeurs de leur sensibilité, avec toute la noblesse de leur conscience. Ils s'exposent volontairement à la calomnie, à l'injure, à la persécution. Ils savent ce qui les attend. Mais, leurs convictions sont tellement inébranlables, que rien ne les découragera ! »

P. S.

---

1. Nous n'avons reproduit dans cet article que les conclusions des chapitres de « l'imposture religieuse ». Cependant, chaque argumentaire est largement développé dans le corps de chacun des chapitres.



Les résistances à la Grande Guerre

L'étude de la Première Guerre mondiale rebute souvent: trop sinistre, trop déprimante. Toute l'histoire moderne découle pourtant de ses conséquences directes: la disparition de trois empires séculaires (ottoman, austro-hongrois et russe), l'accession des États-Unis au leadership mondial, l'avènement de l'Union soviétique, la ruine de l'Europe, le déclin de la France et de la Grande-Bretagne, l'humiliation de l'Allemagne et la gestation du nazisme, la Seconde Guerre mondiale...
La Grande Guerre sonne aussi le glas de la IIe Internationale et d'un âge d'or où la transformation sociale pouvait sembler à portée de la main. À l'été 1914, le mouvement ouvrier en plein essor capitula sans combattre, et l'internationalisme ne s'en est jamais relevé. Comment une telle défaite a-t-elle été possible et quels enseignements pouvons-nous en tirer?

François Roux

La grève générale internationale aurait entraîné un choc frontal entre la classe ouvrière européenne et les forces armées de chaque pays.

I. Face à la crise guerrière

La grève générale internationale

Dans les premières années du siècle, face à la menace grandissante de conflit armé, le mouvement ouvrier international avait affirmé sa détermination à empêcher la guerre. Au congrès de Stuttgart, en 1907, l'Internationale socialiste avait envisagé, sans toutefois s'y engager explicitement, de s'opposer à la mobilisation par la grève générale. De leur côté, les anarchistes français prônaient l'insurrection, et ceux d'entre eux qui militaient dans la CGT avaient prévu de faire dérailler les trains et de multiplier les sabotages.

La grève générale internationale pouvait-elle réussir? En août 1914, les syndicats libres allemands (ADGB) comptaient 2 553 000 membres, le Parti social-démocrate (SPD), première force politique du pays, plus d'1 million d'adhérents et 4 250 000 électeurs (34 % des suffrages exprimés); la gauche française, moins nombreuse mais plus radicale, totalisait près d'1 million de syndiqués (15 % des salariés) dont plus de 600 000 à la CGT, alors syndicaliste-révolutionnaire et antimilitariste, 90 000 adhérents à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et 1 400 000 électeurs. En Autriche, au Royaume-Uni, en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas, en Suisse, dans les pays scandinaves et jusque dans les Balkans, les partis socialistes légaux, internationalistes et pacifistes, semblaient en passe de faire triompher la stratégie de Karl Marx et d'arriver au pouvoir par les urnes.

En s'appuyant sur cette dynamique internationale et sur le peu d'enthousiasme des opinions publiques pour un conflit armé, la gauche pouvait espérer, par la grève générale, faire échec à la mobilisation. Elle n'avait, en tout état de cause, pas d'autre moyen d'empêcher la guerre.

Renoncements et impuissance

La grève générale internationale aurait entraîné un choc frontal entre la classe ouvrière européenne et les forces armées de chaque pays. La révolution sociale pouvait en découler, ou bien l'écrasement pour longtemps du mouvement ouvrier.

Les partis sociaux-démocrates, toujours résolus, dans les textes, à remplacer le capitalisme par le socialisme, voulaient à tout prix éviter de sortir de la légalité. Le SPD allemand, véritable contre-pouvoir institutionnel, éditait un journal dans chaque grande ville; il gérait, directement ou par l'intermédiaire des syndicats, quantité de coopératives de consommation, d'associations sportives, culturelles, ainsi que de multiples caisses d'entraide et des

structures sociales de toutes sortes. Une bureaucratie pléthorique d'élus et de permanents salariés y faisait carrière. La social-démocratie allemande avait conquis la confiance de la classe ouvrière grâce aux améliorations considérables qu'elle lui avait obtenues, mais elle s'était indéfectiblement liée au système capitaliste et regardait à présent toute perspective de bouleversement de l'ordre établi comme une menace contre ses intérêts.

Croyant toucher au but – la prise du pouvoir par les urnes –, les responsables sociaux-démocrates allemands n'avaient jamais envisagé sérieusement d'appeler à la grève générale comme le proposaient les socialistes français, Jaurès en tête [1], et leur propre aile gauche. À la première semonce, le groupe parlementaire SPD – y compris sa minorité révolutionnaire menée par Karl Liebknecht – accepta de voter les crédits de guerre, malgré les manifestations pacifistes spontanées qui parcouraient les villes d'Europe en ces derniers jours du mois de juillet 1914. La défection des Allemands entraîna immédiatement en France le ralliement de la SFIO à l'« Union sacrée ». La direction de la CGT vota à l'unanimité contre la grève générale. Il n'y eut ni sabotage ni déraillement de train. À deux douzaines d'exceptions près, tous les militants anarchistes connus mobilisables rejoignirent leurs casernes et une grande partie des leaders et des journalistes libertaires appelèrent même à rejoindre l'« Union sacrée ». Sauf un petit maquis près de Saint-Étienne, dont les membres négocièrent au bout de quelques jours leur reddition contre la garantie de ne pas être envoyés au front, on ne recense aucune manifestation de résistance en France contre la mobilisation.

L'ennemi véritable

Que s'était-il passé ? Pourquoi tous ces militants, qui n'étaient ni des imbéciles ni des lâches, avaient-ils tourné le dos à leurs principes les plus essentiels pour cautionner une guerre dont la concurrence acharnée entre les économies capitalistes des puissances européennes était le motif véritable ?

Les sociaux-démocrates allemands ont expliqué qu'ils s'étaient résolus à une guerre défensive après l'encerclement du Reich par la Triple alliance et sous la menace de la mobilisation russe. Les socialistes et les syndicalistes-révolutionnaires français ont justifié leur ralliement à l'« Union sacrée » par la trahison du SPD qui ruinait les chances d'une grève internationale, et par la nécessité de défendre la patrie contre l'agression allemande. Les anarchistes français se sont quant à eux ralliés à l'avis exprimé par Kropotkine neuf ans plus tôt, lorsqu'il avait estimé qu'il fallait éviter le pire en défendant la République française contre l'impérialisme militariste prussien.

Bien entendu, la grève générale, même internationalement et simultanément organisée, pouvait échouer. Si les Français l'avaient déclenchée unilatéralement, leurs chances d'entraîner les travailleurs allemands malgré les consignes du SPD auraient été bien plus minces. Et si, enfin, les bastions syndicalistes-révolutionnaires s'étaient seuls insurgés, la probabilité que les autres travailleurs suivent leur exemple aurait confiné au miracle. Mais les plus déterminés, au lieu de prendre les devants pour entraîner les tièdes, avaient laissé à ces derniers la décision première, et décisive, se condamnant ainsi à l'impuissance.

Cependant, ni le renoncement d'appareils politiques et syndicaux déjà convertis au réformisme malgré leur rhétorique révolutionnaire, ni l'engrenage dans lequel elle se trouvait prise, ne suffisent à expliquer la capitulation sans combat de la fraction radicale du mouvement ouvrier, profondément antimilitariste et habituée aux affrontements sanglants avec la troupe. Ses militants suivirent leurs organisations car, sauf quelques rares exceptions [2], tous restaient profondément influencés par l'idéologie nationaliste héritée des luttes passées : 1792, la Commune de Paris et la guerre franco-prussienne côté français, la résistance contre Napoléon et la conquête de l'unité nationale côté allemand. Le patriotisme l'emportait sur la conscience de classe, et particulièrement dans la génération qui avait vécu les années 1870-1871, celle des leaders socialistes et anarchistes de 1914.

II. Pendant la guerre

La spirale de l'engagement

Sauf les chefs militaires, pour qui la guerre constituait l'aboutissement de leurs efforts et l'apothéose de leur carrière, tous les dirigeants des pays belligérants avaient acquis la conviction, après les grandes tueries de 1916 (Verdun, la Somme...), que le conflit était sans issue et qu'il risquait de ruiner leur pays, voire leur régime.

Début 1917, les conversations secrètes et les tractations entre gouvernements se multiplièrent. Ni l'un ni l'autre camp ne possédant d'avantage militaire décisif – encore que les Empires centraux occupassent de vastes territoires ennemis – et chaque pays jurant ses grands dieux qu'il n'avait pas voulu la guerre – quoique les Autrichiens et les Allemands l'eussent bel et bien déclarée –, seule une « paix blanche » semblait négociable. Un obstacle infranchissable la rendait pourtant impossible : comment expliquer aux opinions publiques que ce carnage aurait été perpétré « pour rien » ? Impossible ! Les gouvernants y auraient risqué leur tête. « Faire la paix ? Les morts ne le veulent pas » déclara Poincaré à son conseil des ministres pour justifier l'abandon des pourparlers.

La même raison fit que ni le SPD, ni la SFIO, ni les syndicats ouvriers, ni même les anarchistes français ralliés à l'« Union sacrée » (toute l'équipe des *Temps nouveaux* derrière Jean Grave, ainsi que des dirigeants historiques de la CGT), ne revinrent sur leur position jusqu'à la fin de la guerre, et a fortiori après la « victoire » ou la « défaite ».

En France, Sébastien Faure s'engagea publiquement pour l'arrêt des hostilités dés le mois de décembre 1914. Au même moment, Karl Liebknecht s'élevait au Reichstag contre la poursuite du conflit. La première rencontre des opposants à la guerre se tint à Zimmerwald (Suisse), en septembre 1915. Ni la SFIO ni le SPD ne missionnèrent de représentant. La CGT envoya une délégation défendre le principe d'une « paix blanche ». En avril 1916, plusieurs députés allemands et trois français, sans mandats de leurs partis, participèrent à la conférence de Kienthal. Le 24 juin, le député socialiste Pierre Brizon provoqua un scandale au Palais Bourbon lorsqu'il expliqua publiquement pourquoi les trois « pèlerins de Kienthal » refusaient de voter les crédits militaires. Fin 1917, au pire moment de la guerre, les partisans de la « paix blanche » approchaient de la majorité à la CGT et à la SFIO, mais sans que leurs organisations aient jamais envisagé de s'opposer concrètement à la continuation du massacre.

Le « sentiment d'engagement », bien connu des psychologues, rend de plus en plus difficile d'envisager un retour en arrière à mesure que l'on persiste dans une mauvaise décision prise publiquement, même si on est convaincu de son caractère néfaste : plus les conséquences de l'erreur s'accumulent, et plus il devient ardu d'en assumer la responsabilité. En 14-18, cet engrenage a piégé les gouvernements, les partis, les organisations politiques et les syndicats. Il a également été utilisé à outrance par l'armée, avec des fortunes diverses, pour convaincre les poilus que la mémoire de leurs camarades tués au combat exigeait qu'ils aillent eux aussi « jusqu'au bout ».

Malheur aux faibles

La guerre, comme n'importe quelle crise, exacerbe les antagonismes et dénoue les solidarités : chacun cherche avant tout à « sauver sa peau » et à s'éloigner du danger.

La société française de 1914 à 1918 s'adapta au conflit armé, chaque classe sociale cherchant à tirer son épingle du jeu. La grande bourgeoisie conforta son pouvoir et réalisa des affaires mirobolantes : la production industrielle avait fortement augmenté avec l'effort de guerre et l'État achetait à tour de bras. Le pays en sortit perclus de dettes, mais les actionnaires avaient réalisé de confortables bénéfices. La caste des généraux profita également de l'aubaine : les guerres les plus meurtrières sont aussi les plus fertiles en promotions et récompenses pour les galonnés.

Le sort de la petite et moyenne bourgeoisie – la classe qui avait manifesté son enthousiasme lors de l'entrée en guerre – fut plus partagé. Les patriotes convaincus fournirent l'essentiel des officiers de tranchées et subirent de lourdes pertes. Les autres, qui surent utiliser leurs diplômes ou leurs relations, s'en allèrent grossir les rangs des « embusqués » dans les bureaux et les entrepôts de l'arrière.

L'« Union sacrée » ne pouvait se passer de la classe ouvrière. Celle-ci ne s'était pas opposée à la mobilisation, mais elle restait traversée par des sentiments antimilitaristes et pacifistes qui en faisaient une alliée peu sûre. Les gouvernements – auxquels la SFIO participa jusqu'en septembre 1917 – s'employèrent à ne pas trop malmener les ouvriers, afin qu'ils continuent de suivre les mots d'ordre de leurs organisations et de participer à l'effort de guerre. Dés juin 1915, 500 000 ouvriers, par l'effet de la loi Dalbiez, furent retirés de l'armée : 350 000 envoyés dans les usines d'armement, et 150 000 dans les mines et la métallurgie. Le ministre socialiste du travail, Albert Thomas, négocia avec les syndicats des avantages sociaux et des rémunérations substantielles qui firent hurler les soldats contre ces « embusqués » dont on achetait ainsi le consentement à la guerre. Fin 1917, sur les quelque 900 000 ouvriers sous l'uniforme, 78 % étaient affectés à l'arrière ou dans les armes « mécaniques » (artillerie, train, aviation, chars, génie...) en raison de leurs compétences techniques, et 200 000 seulement dans « la biffe », l'infanterie combattante, 75 % du corps de bataille, l'arme de toutes les souffrances et de tous les dangers.

Les fantassins sans grade des tranchées vivaient dans des conditions épouvantables et les taux de pertes de l'infanterie s'élevaient à 4 ou 5 fois ceux des autres armes. Tout était bon pour échapper au sort des « pauvres couillons du front », comme ils s'appelaient eux-mêmes. Et qui donc étaient-ils ces couillons, « les sacrifiés » de la chanson de Craonne ? En 1918, un comptage effectué par des médecins militaires concluait que les paysans représentaient 80 % des hommes du rang de l'infanterie combattante, le reste se partageant entre les ouvriers et les autres : commerçants, artisans, cols blancs... Or, avant le conflit, les paysans ne représentaient que 40 % des actifs, les ouvriers 28 % et la classe moyenne 30 %.

La société française s'était tout naturellement organisée pour faire porter le plus lourd fardeau de la guerre à une classe économiquement condamnée (76 % des exploitations agricoles mesuraient moins de 10 hectares) et politiquement inorganisée, donc incapable de se défendre.

Diviser pour régner

Un État engagé dans un conflit armé doit mobiliser toutes ses forces pour l'emporter. Toute opposition interne l'affaiblissant, il tend naturellement vers la dictature. Le commandement militaire, auquel il délègue la responsabilité de gagner la guerre, doit vaincre par tous les moyens car, dans une lutte à mort, c'est toujours le plus violent qui survit. L'armée fonctionne donc comme un système totalitaire afin d'obtenir la soumission absolue dans ses rangs, condition nécessaire pour battre son ennemi. Une fois le piège de la mobilisation refermé, la résistance à la guerre devient par conséquent beaucoup plus difficile.

Dans la société civile, les résistances se limitèrent principalement à la propagande qu'une poignée de militants pacifistes distribuait aux conscrits dans les gares, à quelques réseaux de solidarité avec les insoumis et les déserteurs, et aux grèves ouvrières à partir de 1917. Au risque d'écorner un mythe tenace, il faut rappeler que la quasi totalité de ces puissants mouvements de grèves, souvent menés par des femmes, avaient pour objet des revendications salariales (le pouvoir d'achat des ouvriers avait baissé de 10 % depuis 1914) et non la fin de la guerre, ce qui mettait en fureur les paysans-soldats. Les « midinettes » (ouvrières de la couture qui travaillaient pour l'armée) cessèrent le travail et manifestèrent rue du Faubourg Saint-Honoré pour réclamer « la semaine anglaise » le 11 mai 1917, deux semaines après l'hécatombe du Chemin des Dames, alors que l'onde de choc des mutineries parcourait l'armée française. La seule grève massive – condamnée par la CGT et la SFIO, pacifistes compris – ouvertement dirigée contre la guerre, commença le 13 mai 1918 dans la toute nouvelle forteresse ouvrière de Billancourt à l'initiative des délégués d'atelier – une innovation sociale qui datait des négociations de la fin 1917 entre gouvernement et syndicats –, pour s'opposer au renvoi au front des jeunes ouvriers mobilisés en usine.

Certes, les mondes ouvrier et paysan se superposaient en partie : de nombreux jeunes quittaient la terre chaque année pour s'embaucher en ville et beaucoup de paysans pauvres complétaient leur revenu par une activité salariée dans l'agriculture, l'industrie ou l'artisanat. Mais, au-delà de la légitimité des revendications ouvrières, on voit bien l'antagonisme créé par la guerre entre ces deux classes populaires.

Le pouvoir sut parfaitement exploiter la hargne des paysans-soldats contre les embusqués en général et les revendicateurs en particulier : à défaut de troupes coloniales, c'était à des régiments composés d'agriculteurs que l'on confiait la répression des occupations d'usines et des manifestations ouvrières.

Malgré la quasi « dictature de salut public » imposée par Clemenceau à compter de novembre 1917, la montée de la contestation à l'arrière mit le gouvernement français sous pression jusqu'à ce que l'arrivée massive des Américains finisse par faire reculer l'armée allemande, à partir du mois d'août 1918. Partis et syndicats de gauche s'empressèrent alors de rallier à nouveau le camp belliciste pour récolter eux aussi les lauriers de la victoire prochaine.

La guerre allait durer encore trois mois, mais la sortie des tranchées mettait un terme à un autre affrontement, beaucoup plus dangereux pour le pouvoir : quatre ans de bras de fer entre les poilus et l'armée française.

La résistance des sacrifiés

Les généraux de 1914 s'aperçurent rapidement que le sentiment patriotique ne résistait pas longtemps à l'instinct de survie des hommes jetés en pâture à la guerre industrielle. Aux premiers engagements, les pantalons rouges, éberlués par la puissance de feu allemande, furent saisis de véritables paniques, qu'il fallut enrayer à coup d'exécutions sommaires et de « fusillés pour l'exemple ». Puis les armées s'enterrèrent pour quatre ans. La guerre des tranchées changea complètement le point de vue des fantassins sur le conflit. En première ligne, loin des officiers, les hommes avaient le temps de réfléchir, de se parler, et parfois même de dialoguer avec les « ennemis » d'en face, souvent distants de quelques décamètres seulement. Plus le conflit s'éternisait, plus l'horreur du massacre devenait insupportable, et plus les combattants, réalisant l'absurdité de la guerre, résistaient à l'extermination. Obliger les « biffins » à se battre devint rapidement la priorité numéro un de l'État-major.

Alors qu'il suffisait de menacer un artilleur d'un séjour aux avant-postes pour obtenir son obéissance, de nombreux fantassins étaient prêts à tout pour échapper à l'enfer des tranchées : désertion, reddition, automutilation, blessure volontaire, auto-empoisonnement, désobéissance pour aller en prison... À compter du printemps 1916, sous l'effet conjugué de la durée de la guerre, de son augmentation en intensité, de la stratégie imbécile et criminelle de Joffre, de la certitude qu'ils avaient d'être une classe sacrifiée et de la colère qu'ils ressentaient en entendant les embusqués crier « jusqu'au bout » tandis qu'ils crevaient de faim, de froid et de peur dans leurs trous puants, les fantassins sans grade basculèrent, selon leurs propres termes, dans « l'antipatriotisme ». Ils avaient réalisé que derrière la « patrie », se dissimulait l'État, incarné dans des généraux, des industriels, des actionnaires, des mercantis, pour le compte desquels

ils se battaient, des officiers qui les traitaient comme des esclaves, et une société qui préférait ignorer leur calvaire.

La résistance des poilus, qui jusque-là avait été sporadique, se généralisa tout en déployant des stratégies plus élaborées : inertie, sabotage, grève de la guerre, entente tacite avec l'ennemi... Les refus d'assaut se multiplièrent, jusqu'à ce que la boucherie du Chemin des Dames déclenche à la fin du mois d'avril 1917 une vague de mutineries qui fut à deux doigts de tourner à l'insurrection.

Cette masse de 2 millions d'hommes armés et désespérés représentait un danger mortel pour le pouvoir mais, sans perspective politique, les mutins se laissèrent rapidement circonscrire. Les Allemands ne profitèrent pas de l'occasion car, au même moment, leur armée connaissait elle aussi des troubles graves, comme d'ailleurs toutes les nations à cette même époque [3]. La répression resta relativement modérée (49 fusillés officiellement), par crainte de remettre le feu aux poudres. Puis, réalisant qu'ils avaient obtenu à la suite des mutineries la satisfaction de nombreuses revendications et la suspension des offensives, les poilus durcirent encore leur opposition, obligeant les officiers à composer en permanence, jusqu'à ce que les chars et les Américains mettent un terme à la guerre des tranchées.

Les fantassins résistaient en paysans, avec obstination, mais sans but politique ni techniques de lutte collective, ce que des militants ouvriers rompus à l'action syndicale auraient pu leur apporter s'ils s'en s'étaient trouvés suffisamment parmi eux.

Impressionné par les événements de Russie, le Haut Commandement français systématisa pendant et après les mutineries les mesures de répression qu'il utilisait depuis le début de la guerre à l'encontre de l'infanterie, et notamment le recours aux autres armes : gendarmes, coloniaux, mais aussi territoriaux et cavalerie de réserve. L'artillerie, qui avait souvent bombardé des biffins en train de se rendre, de fuir, de fraterniser, ou qui refusaient de monter à l'assaut, reçut le 20 décembre 1917 l'ordre officiel de tirer sur les tranchées qui « communiqueraient avec l'ennemi ». S'ils avaient mis la crosse en l'air, les fantassins auraient trouvé sur leur chemin d'autres soldats français et, derrière, la société tout entière [4] :

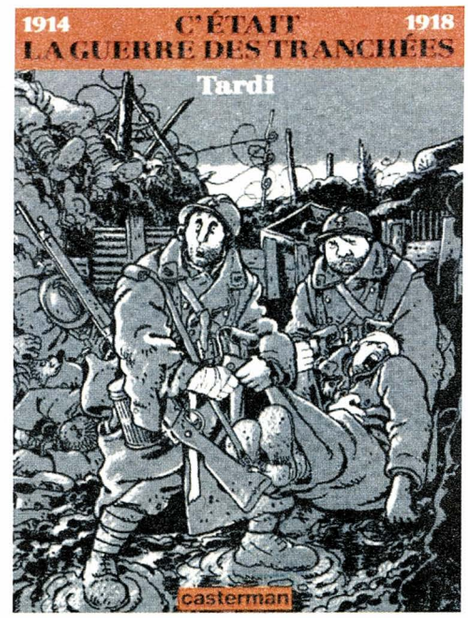
« L'homme du créneau est pris entre deux forces. En face, l'armée ennemie. Derrière lui, le barrage des gendarmes, l'enchaînement des hiérarchies et des ambitions, soutenus par la pensée morale du pays, qui vit sur une conception de la guerre vieille d'un siècle, et crie "Jusqu'au bout !" De l'autre côté, l'arrière répond : "*Nach Paris !*". Entre ces deux forces, le soldat, qu'il soit français ou allemand, ne peut ni avancer ni reculer. Aussi, ce cri qui monte parfois des tranchées allemandes : *Kamerad Franzose !* est probablement sincère. Fritz est plus près du poilu que de son feldmaréchal. Et le poilu est plus près de Fritz, en raison de la commune misère, que des gens de Compiègne [5]. »

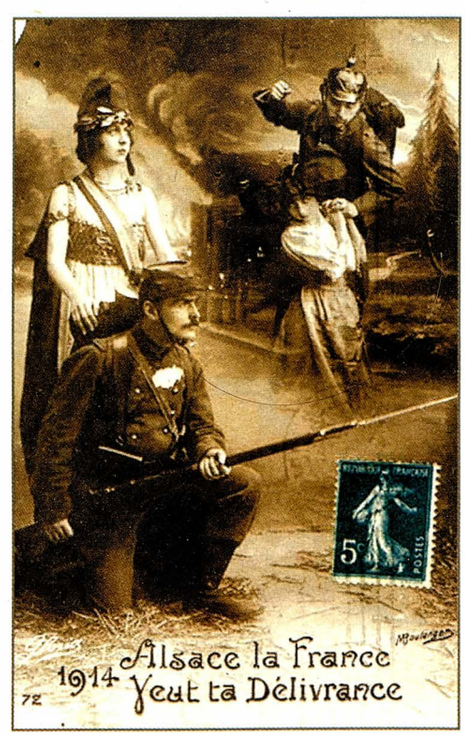
III. Tirer les leçons du passé

Si « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz), elle est aussi la continuation de la lutte des classes. Pour une société, la guerre est comme une crise au cours de laquelle la classe dominante applique toujours la même méthode pour préserver son pouvoir : diviser et opposer les opprimés.

Après l'armistice, les élections portèrent au Palais Bourbon une chambre « bleu horizon ». La CGT tourna le dos au syndicalisme révolutionnaire. Le mouvement anarchiste divisé, désorienté, continua de se déchirer entre ceux qui avaient adhéré à l'« Union sacrée » et les autres. En Allemagne, l'extrême gauche se souleva pour demander des comptes à ceux qui avaient entraîné le pays dans la guerre, et le gouvernement social-démocrate s'allia à l'armée et aux paramilitaires pour l'écraser. Deux internationales – la socialiste et la communiste – entamèrent une lutte sans merci.

Nous interrogeons le passé pour trouver des réponses aux questions du présent. À ce titre, la Grande Guerre offre un terrain d'étude exceptionnel pour comprendre comment les tenants du pouvoir parviennent à manipuler les peuples. Elle montre aussi comment l'abandon de leurs principes moraux conduit les révolutionnaires à leur ruine plus sûrement que la plus cruelle des répressions. **F. R.**





---

1. Deux jours avant son assassinat (31 juillet), Jean Jaurès avait renoncé à la grève générale en se déclarant convaincu que le gouvernement français voulait la paix.

2. Louis Lecoin qui avait incité en 1912 à assassiner les officiers le jour de la mobilisation, et se trouvait pour cette raison en prison en août 1914, fait partie des résistants de la première heure, ainsi qu'une poignée d'autres militants de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire réfugiés en Angleterre, en Suisse et en Espagne.

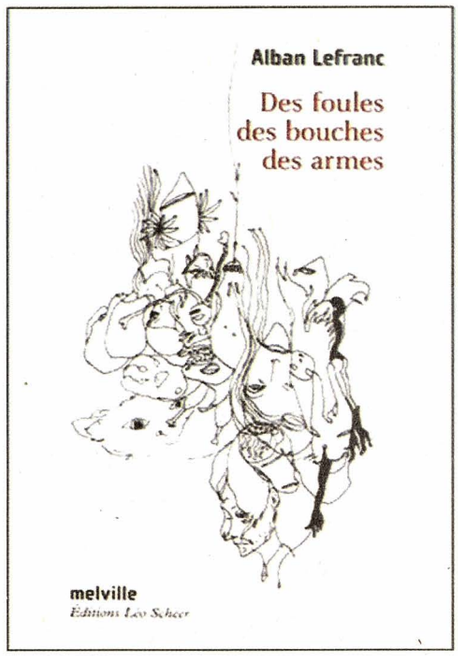
3. Sur l'analyse des antagonismes au sein des armées européennes, voir Frédéric Rousseau, *la Guerre censurée*, Le Seuil, « XXe siècle », Paris, 1999.

4. Sur la lutte entre les poilus et l'armée française vue à travers les écrits des combattants, voir François Roux, *la Grande Guerre inconnueL Les poilus contre l'armée française*, Éditions de Paris/Max Chaleil, Paris, 2006.

5. Gabriel. Chevallier, *la Peur : Nantes*. Éditions Le Passeur/Cecofop, 2002, p. 256.

Des foules, des bouches, des armes

D'Alban Lefranc, éditions Melville/Léo Scheer



Encore une fois l'Allemagne des « Trente Glorieuses » sert de décor à Alban Lefranc. Dans son précédent opus[1], a sombre geste de la bande à Baader se déroulait en frise, derrière les gesticulations mi-grotesques, mi-sublimes du cinéaste Rainer Werner Fassbinder. Cette fois-ci, la RAF semble passer au premier plan du récit. Mais Alban Lefranc, avec un très sûr instinct, déjoue les attentes du lecteur, en propulsant en figure de proue de son bateau ivre le plus falot des protagonistes du mouvement d'extrême gauche: un certain Bernward Vesper. Premier compagnon de la future égérie de la RAF, Gudrun Ensslin, infiniment moins photogénique que le Marlon Brando du terrorisme Andreas Baader, ce personnage de second rang devient, au fil du roman, une incarnation pantelante et sacrificielle de la génération de l'après-guerre allemand. Sous la désignation du « Fils », Bernward Vesper, écrasé par la figure terrienne et terrifiante d'un père hobereau, poète pastoral et ancien dignitaire nazi, symbolise d'abord une humanité castrée, vouée à « fouiller l'anus du père » pour en retirer les mots et la syntaxe du statu quo social. Une humanité brisée d'avance par le poids d'une faute héritée, trouvant un paradoxal et pathétique salut dans l'exacerbation romantique d'une culpabilité qui n'est pas la sienne – Alban Lefranc décrit de manière très dure cette complaisance masochiste de toute une génération de « fils » à se couvrir de l'opprobre revenant aux « pères ». Sous l'aspect de l'orateur enfiévré des brasseries étudiantes, Vesper ébauche ensuite le destin d'une poignée de futurs députés européens, directeurs de journaux, ministres – Cohn-Bendit, July, Joshka Fischer, tant d'autres encore – placés dans l'orbite du pouvoir grâce à la formidable rampe de lancement des mouvements contestataires des années soixante. Provisoire compagnon d'armes de la RAF enfin, ce vieil adolescent, pris dans un costume trop grand pour lui, jette une lumière « vespérale » sur l'avènement de la société capitaliste qui, plus que jamais, est la nôtre. Sans jamais avoir besoin de théoriser, Alban Lefranc montre le monstrueux accouchement de l'économie productiviste à l'ère post-nazie: comme s'il s'agissait avant tout, par l'amoncellement des marchandises, de recouvrir le gouffre de la barbarie. L'incendie d'un grand magasin, baptême de feu de la RAF, apparaît alors comme une rébellion de la vie même contre les promesses d'hébétude perpétuelle de la société consumériste. Multipliant les voix, porté par une drôlerie rageuse, ce roman donne un aperçu saisissant d'une période historique essentielle à la compréhension de notre présent, et perce, dans les murs de l'insignifiance, quelques belles ouvertures sur l'imaginaire poétique et politique.

Édouard

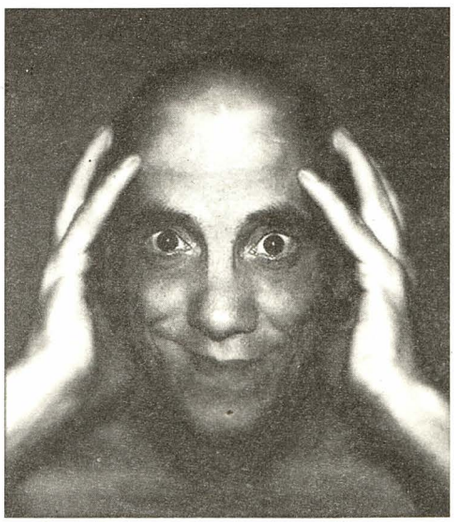
1. *Attaque sur le chemin, le soir, dans la neige*, éditions Le Quartanier & Hogarth Press II, 2005.

Psychiatrie

Contre la récupération économique d'une idée libertaire

Jacques Lesage de La Haye

Groupe Berneri



L'ENFERMEMENT n'est pas une réponse à la maladie mentale. Pourtant, de soi-disant soignants, complices du Maire, du Préfet et du Commissaire de police, persistent à le pratiquer sans vergogne. Le psychiatre n'a rien à envier à la prison. Mais l'homme de la rue, alibi des politiques, a tellement peur du criminel et du fou, qu'il se croit en sécurité lorsqu'ils sont dissimulés derrière les murs.

Ce qu'il ignore, le malheureux, c'est que la terreur, la haine et le désespoir sont aussi enfouis au fond de lui-même et peuvent à tout instant exploser et le transformer en animal féroce. Ainsi que le dit Farid Ben Rhadi, « la prison est destinée à faire croire à ceux du dehors qu'ils sont libres ». L'hôpital psychiatrique également.

Bien avant les militants de la lutte anti-carcérale des années 1970, une poignée d'idéalistes a décrété qu'il fallait fermer les asiles, qui, comme nous l'ont proclamé les fondateurs du Groupe Information Asile (GIA), ne sont rien d'autres que des camps de concentration. Dès les années 1950, un pionnier, Maxwell Jones, lance des Communautés thérapeutiques pour des jeunes dits déséquilibrés, psychopathes et délinquants. Cela se passe en Grande-Bretagne. Dans la foulée, surgissent David Cooper et Ronald Laing qui passent tout de suite à l'action. Dès les années 1960, avec le Pavillon 21, Cooper expérimente une nouvelle manière de traiter les personnes diagnostiquées schizophrènes, c'est-à-dire en totale rupture de communication. Ce seront les célèbres lieux alternatifs de Kinsgley Hall, à Londres, et Archway, en Écosse. Cela peut se résumer par le concept « Vivre avec » [1] repris plus tard par Claude Sigala qui, avec sa femme Marie, crée le Coral, en 1975, à Aimargues, près de Nîmes.

Psychiatrie et antipsychiatrie [2] est le livre de référence de toute la lutte menée par les

anglais contre l'asile. Mary Barnes, une patiente hospitalisée en tant que schizophrène, rend très bien compte de cette aventure avec l'aide de son psychiatre, Joseph BerKe, dans son fantastique livre *Voyage à travers la folie* [3].

En France, avec Lucien Bonnafé, François Tosquelles et toute une équipe de psychiatres venus de Saint-Alban, en Lozère, plusieurs courants apparaissent aussi dès les années 1960. Bonnafé conceptualise le secteur psychiatrique, avec un suivi en ville pour les patients, qui sera vraiment lancé en 1972, puis développé à partir de 1981. Un autre courant, avec Jean Oury et Félix Guattari, met en pratique à la clinique de La Borde, à Cour-Cheverny, ce qui s'est appelé la « psychothérapie institutionnelle ». Les soignants et les soignés mettent leurs problèmes personnels et institutionnels en commun et les traitent ensemble. Cela se traduit par une relative indistinction de statut entre médecins, psychologues, infirmiers et patients.

Roger Gentis, médecin-chef à Fleury-les-Aubrais, près d'Orléans, publie *les Murs de*

l'asile [4], qui dénonce les méfaits de l'enfermement. Il est connu pour avoir ouvert son service et laissé beaucoup de liberté à son personnel soignant, ce qui a permis à beaucoup de patients de quitter l'hôpital et d'être suivis en ville.

Le mouvement des lieux de vie, en multipliant les communautés, appartements et autres structures intermédiaires, a tenté, dès 1968, de contourner l'asile, afin de remettre ledit malade mental en ville et à la campagne.

En Italie, Franco Basaglia et Giovanni Jervis se sont appuyés, avec le mouvement Psychiatrie democratica, sur le Parti communiste italien. Dès 1977, une partie des hôpitaux psychiatriques étaient presque vidés de leurs occupants, Trieste, Ibiza, Gorizia... Des appartements et des dispensaires se sont multipliés en ville, un peu partout. Des ateliers spécialisés permettaient aux patients de travailler à leur rythme. Basaglia a écrit *l'Institution en négation*[5], qui constitue un réquisitoire sans concession de l'hôpital psychiatrique.

En Allemagne, le Socialistich Patient Kollectif (SPK) a déclenché de véritables manifestations contre l'asile traditionnel. En étaient parties prenantes des psychiatres, des infirmiers, des familles de patients et d'anciens internés. Les analyses du SPK étaient carrément marxistes-léninistes, ce qui n'était pas étonnant à l'époque de la Fraction Armée Rouge.

Aux États-Unis, Erving Goffman frappe un grand coup, en 1961, avec son livre *Asylums* [6] qui sera traduit en 1968, en France, sous le titre *Asiles*. Il compare l'hôpital psychiatrique à une prison et à un camp de concentration. Il met en évidence le fait qu'il s'agit bien d'un univers totalitaire. Comme il est professeur à l'Université de BerKeley, cela fait grand bruit. Il est bientôt suivi par Thomas Szasz, psychiatre américain qui dénonce la psychiatrie coercitive et défend le droit à la dignité des patients.

Avec le mouvement radical Marge, en France, de 1974 à 1979, nous n'avons pas cessé de revendiquer la fermeture des asiles.

Pourtant, l'ensemble de ces combattants a enterré l'antipsychiatrie au Congrès de Bruxelles en janvier 1975. Alors est née l'Alternative à la Psychiatrie, dont le secrétaire européen a été Jean-Marie Bellini, infirmier responsable d'un service à l'hôpital de Ville-Évrard. Le constat collectif était que nous n'arriverions pas à démolir l'énorme machine psychiatrique. Il s'agissait désormais de contourner l'asile, en multipliant les lieux de vie. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait Jean-Marie Bellini et son équipe. À Ville-Évrard, ils ont créé un pavillon autonome, fonctionnant sur le principe d'un collectif soignant-soigné. En ville, ils ont ouvert de nombreuses structures intermédiaires.

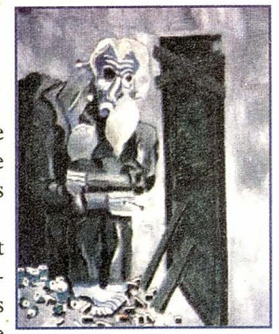
C'est, du reste, ce qu'a théorisé l'Association pour l'étude et la promotion des structures intermédiaires, lancée en 1978 par Jean-François Reverzy et son équipe. Pendant ce temps, le Collectif Réseau alternative, animé par Claude Sigala, a constitué le dernier carré de résistance à l'État autoritaire de 1981 à la moitié des années 1990.

David Cooper était clairement libertaire, comme Jean-Marie Bellini et beaucoup d'autres. Les autres courants antipsychiatriques ont été communistes et marxistes-léninistes. Tous ont eu en commun l'idée que l'asile est une enclave totalitaire et qu'il doit être fermé. Seules, les stratégies étaient différentes. Les groupes les plus déterminés étaient Marge, le SPK et le GIA.

Mais tous ont eu une illusion en commun : l'hôpital psychiatrique, à défaut d'être détruit, pouvait être neutralisé par les lieux de vie et les structures intermédiaires en ville.

D'abord, nous n'étions pas un sur cent, comme nous l'avait dit l'ami Léo. Mais encore et surtout, c'était sans compter sur l'idéologie dominante : l'asile doit être rentable, comme la prison et les cliniques privées. Or, un hôpital reçoit moins d'argent en prix de journée avec 400 patients qu'avec 2 300. De plus, l'État, qui veille au grain, se rend compte que les prises en charge en ville reviennent beaucoup moins cher que l'usine totalitaire. Le ministère de la Santé dépêche missive sur missive aux médecins-chefs se résumant à : « Videz, videz... Nous sommes déficitaires ».

Dévoués autant que serviles, les valets de l'autorité sanitaire expédient les patients aux quatre coins de la France et de la Belgique : hôpitaux départementaux, centres spécialisés pour autistes et handicapés mentaux, familles d'accueil... Beaucoup d'ex-psychiatrisés, faute de suivi, se retrouvent à la rue et, renvoyés à leurs problématiques psychologiques et sociales, se retrouvent dans ces autres zones de non-droits que sont les prisons.



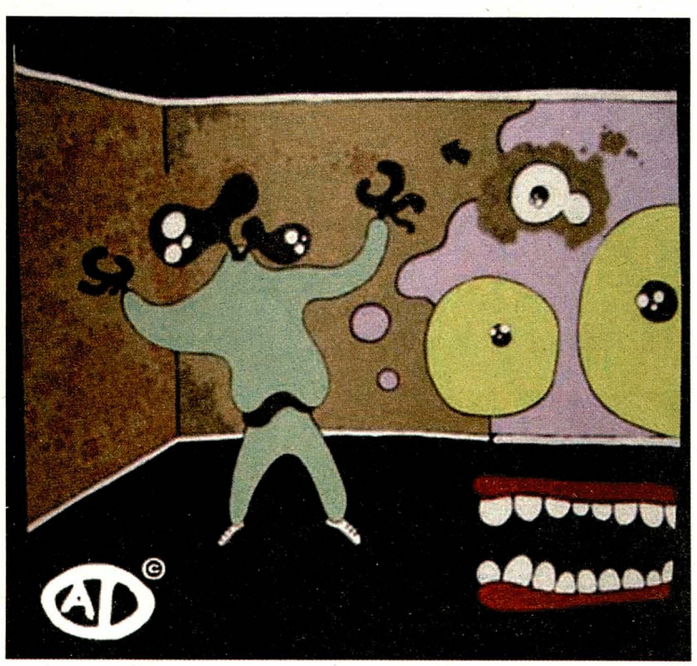
Et le tour est joué. Les nouvelles petites unités d'hospitalisation en ville doivent être rentables. Médicalisation à outrance afin que le patient sorte le plus vite possible. L'équipe soignante tasse le symptôme avec les médicaments, sur le modèle organiciste américain. Au mieux, elle met en route des traitements courts, de type psycho-cognitivistes, qui donnent des résultats aléatoires sur des pathologies lourdes.

Philippe Bernadet, avec son livre *les Dossiers noirs de l'internement psychiatrique* [7], Edouard Zarifian, avec *les Jardiniers de la Folie* [8], et Philippe Clément, avec *la Forteresse psychiatrique* [9] ont bien tenté de prolonger le mouvement alternatif. Mais la logique économique a eu le dessus.

Aujourd'hui, la psychiatrie, à l'exception de quelques services animés par des équipes humanistes, est une machine à faire du fric. Les gouvernants cyniques de la santé mentale ne pensent qu'à leur balance commerciale. Les patients n'ont plus la moindre importance. Ce sont des matricules, des chiffres dans des colonnes, des durées de séjour, des dépenses et des recettes, en somme des prospecteurs d'euros. Il serait grand temps que souffle le vent de la tempête, afin de balayer les technocrates que dénonce très bien Philippe Pignarre dans *les Malheurs des psys* [10]. La dérive systématique du traitement de la souffrance psychique par les psychotropes traduit un véritable mépris de l'être humain.

La misère, l'injustice sociale, l'exclusion culturelle et les conflits familiaux exigeraient une autre réponse que les médicaments ou les thérapies comportementales et cognitives : sans doute une méthode holistique, prenant en compte le psychisme et le corps, mais aussi et surtout, le social avec une transformation totale de la société.

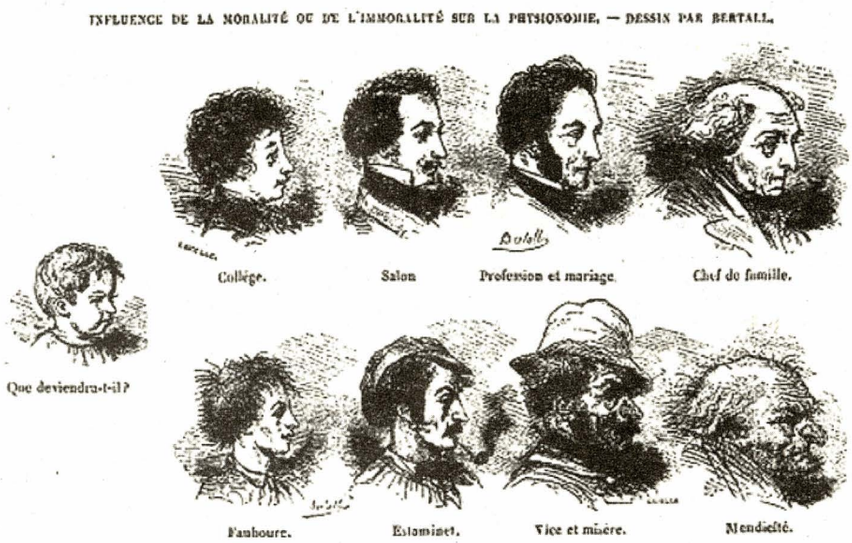
J. L. de L. H.



---

1. *Vivre avec*, éd. Transitions.
2. *Psychiatrie Antipsychiatrie*, Le Seuil, 1970.
3. Mary Barnes, *Voyage à travers la folie*, Le Seuil, 1973.
4. Roger Gentis, *les Murs de l'asile*, Maspero, 1970.
5. Franco Basaglia, *l'Institution en négation*, Le Seuil, 1970.
6. Erving Goffman, *Asiles*, éd. de Minuit, 1968.
7. Philippe Bernadet, *les Dossiers noirs de l'internement psychiatrique*, éd. Fayard, 1989.
8. Edouard Zarifian, *les Jardiniers de la Folie*, éd. Odile Jacob, 1988.
9. Philippe Clément, *la Forteresse psychiatrique*, éd. Flammarion, 2001.
10. Philippe Pignarre, *les Malheurs des psys*, éd. La Découverte, 2006.

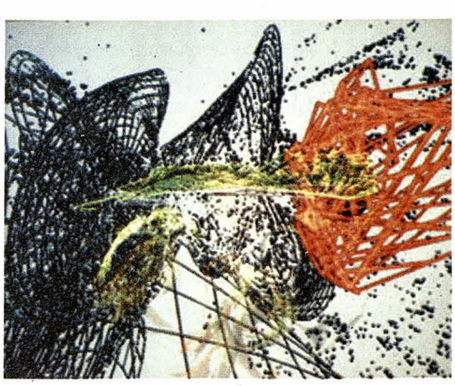
Normalisation, victimisation, eugénisme : les outils modernes de la terreur d'État



Pro captu lectoris habent sua fat libelli.
(De la faculté du lecteur dépend la destinée des livres)

Léa Gallopavo

Milite au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste



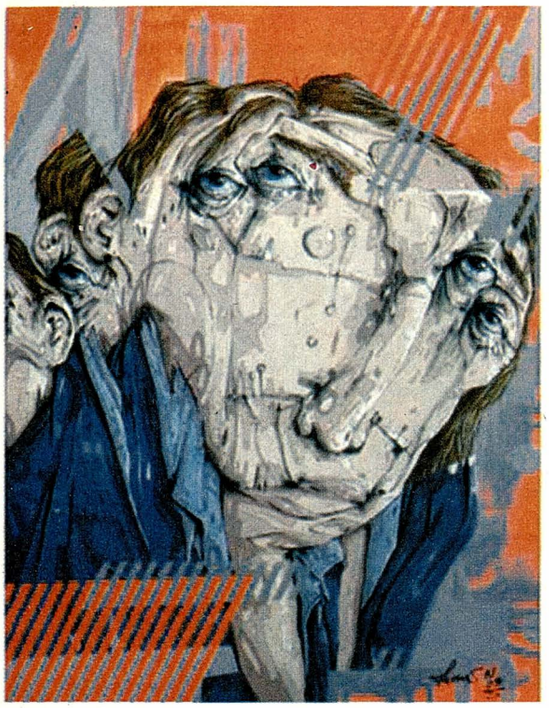
La critique de l'idéologie technicienne au service du pouvoir n'est pas nouvelle. On fustige la technocratie, dont l'expert est une des figures de Pouvoir établie. Voyons ici un aspect particulier qui est le rapport à la norme, à sa construction, et surtout comment un besoin légitime de sécurité (au sens de solidarité) est retourné par le Tyran comme un moyen d'oppression formidable.

L'ambivalence du rapport à la norme

Du régime de sécurité sociale des intermittents du spectacle au cadre légal de l'amiante, c'est dans la norme technique (calcul du salaire journalier de référence, méthodologie de comptage des fibres d'amiante présentes dans l'air), que les puissants dissimulent de plus en plus leurs « réformes ». Car au niveau des motivations publiques, c'est une morale qui est avancée (au sens religieux de règles révélées fonctionnant selon la double figure soumission/punition), bien plus que l'affirmation politique de principes d'action à débattre, décider puis partager ensemble.

« La drogue est un fléau » et qui veut poser la question autrement est un terroriste. « La mondialisation est une dynamique inéluctable » et la seule question serait de s'y adapter ou disparaître. Ces affirmations qui pullulent dans les discours politiques de tout niveau (gouvernements, médias, syndicats, lobbies, etc.) ont pour dénominateur commun de suggérer des matrices supérieures préexistantes.

Dans cette perspective générale, on voit comment l'exigence de contrôle propre au Pouvoir trouve dans la norme technique un outil puissant, car légitimant son caractère discriminant derrière une illusion d'apolitisme et d'objectivité scientifique. Une raison parmi d'autres du développement de la normalisation, d'abord des produits (avec l'image satirique mais réelle des Guignols de l'Info moquant la Commission européenne statuant



$$N_{total} = \frac{\sum_{i=1}^{N_{array}} R_i}{\sum_{i=1}^{N_{array}} G_i}$$

sur la taille normalisée des concombres), puis des services, puis de plus en plus des procédures. Ainsi, par exemple, des normes de la maintenance industrielle visent la manière d'élaborer un système de maintenance : ce n'est plus le résultat que l'on norme, c'est la réflexion initiale, la manière de penser.

L'ambiguïté du rapport à la norme tient à ce qu'elle serait aussi un garde-fou du faible contre le fort. C'est le cas de la normalisation suscitée par les associations de consommateurs qui, à un certain niveau d'analyse, agissent comme des opposants à la toute puissance de la machine étatique ou des producteurs de biens et services. La norme est alors présentée au consommateur comme une garantie ; comme sa « sécurité ».

Pour remplir ce rôle de sécurité collective, la norme induit la certification, c'est-à-dire une institution apte et autorisée à dire : oui, tel élément est conforme. C'est un mode de définition *a priori*, qui distingue la normalisation/certification des institutions judiciaires, qui, elles, qualifient une situation *a posteriori*, même si l'enjeu reste la conformité à une règle.

Normalisation/certification, outil de non-connaissance

Le passage d'une qualification *a posteriori* à une définition *a priori*, avec la sécurité pour motivation, le tout dans une logique ambivalente de Pouvoir combattu et réclamé à la fois, prépare le citoyen à la nature des discours politiques dénoncés plus haut, qui suggèrent des matrices supérieures préexistantes – morales conservatrices – qui seraient hors de tout questionnement. Deux exemples.

Le premier concerne les fiches de sécurité (FDS en langage technocratique) qui accompagnent les matières ou produits industriels. Le double mouvement consumériste et étatique a conduit à toute une réglementation précisant l'obligation générale des producteurs de garantir la sécurité des produits mis sur le marché. C'est ainsi un cortège de normes techniques qui indiquent quelles caractéristiques doit engendrer telle ou telle mention sur la FDS. Dans ce système, lesdites mentions sont appelées « phrases de sécurité », et on ne s'étonnera pas d'apprendre que les produits chimiques en génèrent beaucoup.

Mais les produits dits finis sont le résultat d'une succession de transformations/combinaisons de produits intermédiaires, qui conduisent à chaque étape à définir les nouvelles caractéristiques du produit résultant et les phrases de sécurité corrélatives de la FDS. Pour ce faire, il existe des logiciels dans lesquels on entre, en amont, les phrases de sécurité des produits ou matières rentrant dans la fabrication, et qui, en fonction de toute une série de paramètres techniques et réglementaires, déterminent les phrases de sécurité du produit résultant.

Or une anecdote professionnelle illustre le rôle que finissent par jouer ces logiciels pour les ingénieurs. Il s'agissait d'un produit dont, longtemps après sa commercialisation, certaines analyses fortuites tendaient à montrer qu'il contenait des fibres d'amiante, alors que rien ne figurait sur la FDS. Affolement. Réunions. Explications : l'une des matières, importée, rentrant dans la fabrication, contenait des fibres qui ne sont pas classées amiante dans la législation du pays d'origine, et sur la FDS duquel ne figurait donc aucune phrase de sécurité correspondante. Du coup, pas de phrase rentrée en amont dans le logiciel, pas plus à la sortie. Mais, surtout, l'ingénieur responsable de la fabrication d'expliquer que c'est normal et plus sûr de laisser au logiciel la rédaction des FDS plutôt qu'aux ingénieurs car ce serait la porte ouverte aux manipulations (sic). Il fallait alors comprendre qu'à aucun moment cette personne, intelligente, compétente techniquement, ne s'était mise en posture d'avoir à définir, ex nihilo, le produit qu'il allait vendre.

Si l'attitude est répétée à chaque étape, on construit un système technico-normatif où le produit arrive sans cesse avec sa propre définition, et où celle-ci n'est appréhendée que par les outils de ce même système, sans questionnement depuis un ailleurs. L'autre enseignement est que chaque État ayant son système technico-normatif légèrement différent, tout en assurant la libre circulation des produits, chaque saut d'un système à l'autre, via un composant, multiplie les occasions de hiatus entre la définition propre « révélée » (au sens religieux) et ce qu'une qualification *a posteriori* peut montrer en vrai.

Le deuxième exemple concerne la mise au point par une entreprise de communication, pour le Conseil général du Doubs, d'un audio-guide pour touriste automobile, qui se déclenche automatiquement à l'approche du site touristique pré-équipé d'une balise, pour débiter un laïus préenregistré. Des parcours sont ainsi suggérés, avec un environnement balisé pour que l'automobiliste ne reste pas plus d'une dizaine de minutes sans avoir son attention dirigée vers quelque chose de prédéfini.

Rien de bien différent d'un classique voyage organisé en car, dira-t-on. Certes ! Mais d'une part le premier est individuel quand le second demeure collectif. D'autre part, derrière l'exemple, il faut voir le principe technique qui se développe tous azimuts avec les téléphones portables, et qui conduit tous les adorateurs de la Sainte Consommation à créer ces déclencheurs automatiques de boniments. Il faut enfin croiser tous ces éléments avec l'ahurissante incitation à se déplacer que tous les transporteurs font. Ahurissante, car selon leurs publicités, il faudrait aller quelque part simplement parce qu'on le peut, techniquement et financièrement. Ahurissante, aussi, parce que le moment du transport lui-même n'est pas pour autant un voyage. Il faut le réduire à tout prix (le fameux critère de trois heures, seuil de concurrence avec l'avion,

qui a déterminé le développement du réseau TGV). Et il faut y vaincre l'ennui : magazines qui parlent de voyages ailleurs (!), télévision ou films à bord, location de DVD, etc. Pourquoi pas, donc, un système de balises permettant d'adresser directement sur le portable de chacun des présentations de ce que l'on peut voir par la fenêtre du train ou de l'autocar...

Dès lors, c'est l'environnement entier qui nous apparaîtra, prédéfini *a priori*, limitant notre capacité à le qualifier *a posteriori*, en fonction de l'intimité psychologique ou physique du moment. Sans compter bien sûr que cette prédéfinition de tout aura soigneusement été normée et certifiée par la machine mercantilo-étatique.

Surrection* du monde et simulacres

Des objets aux services et à l'environnement tout entier (humain comme naturel), dans le cadre professionnel comme dans nos loisirs, tout tendra à nous arriver avec sa propre définition *a priori*, sans que l'on n'ait besoin de qualifier *a posteriori*, ce qui exigerait au contraire d'acter d'abord de l'existence de l'Autre, puis de qualifier le rapport à cet Autre, par la connaissance, la reconnaissance et enfin pouvoir le nommer. Et l'on imagine bien qu'au-delà du besoin de qualifier, c'est même l'envie qui sera sans cesse découragée, voire condamnée. On se trouve ici face à un mode de connaissance par révélation, proprement religieux, qui peut expliquer en partie pourquoi notre époque, qui semblait s'être émancipée de la religion par la science, est en train d'y retourner massivement, au nom d'un discours qui dévoie habilement la technique et la science.

En quelque sorte, on nous organise un monde qui nous surgit en permanence à la gueule, comme dans les jeux vidéo de course automobile ou de missions de combat, dont l'attrait est aussi cette tension psychologique – ou insécurité ! – comparable à celle des films d'horreur ou à suspens.

Cette surrection du monde réel est à mettre en parallèle avec la réflexion de Jean-Manuel Traimond sur l'informatique, l'Internet, et ce qu'il nomme les simulacres, c'est-à-dire toutes ces interfaces idéogrammiques (les « icônes », comme on dit), qui remplacent le code informatique, langage de la machine. Il souligne en effet : « La différence fondamentale entre un système à code-source accessible et un système à code-source non accessible, géré par des simulacres, réside en ceci que le premier est modifiable en ses fondements, le second n'est modifiable que dans ses variables. [...] Si l'on est de la caste qui sait maîtriser la technique, le premier vous laisse entièrement libre, le second vous encage [...]. La cage est jolie, plaisante, facile, stimulante, mais c'est une cage. [...] Un monde de simulacres est un monde autoritairement régi par les concepteurs des simulacres. Or, tant la complexité, que l'efficacité, que l'ubiquité des simulacres augmentent de jour en jour. Il n'est pas difficile d'en extrapoler un monde agi par des simulacres, dont la complexité sera devenue telle que l'énergie intellectuelle sera dépensée dans la maîtrise de la manipulation des simulacres, et non dans la mise en question des paramètres imposés par les concepteurs des simulacres. [...] Un monde dans lequel on naviguera, on ajustera sa bulle, duquel on pourra moduler certaines circonstances, mais sur la base duquel on n'aura plus prise. »

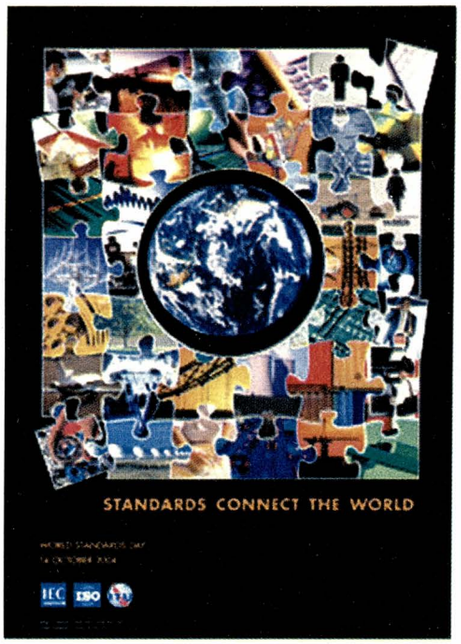
Or si l'on replace dans cette perspective les exemples précédents du système technico-normatif et plus encore des appareils à prédéfinir notre environnement, le pire est qu'il n'y a même pas la barrière d'un code-source difficile à ingurgiter, comme en informatique. Il suffit de connaître sa propre langue pour dire un paysage que l'on a sous les yeux. Abdiquer cette capacité à définir soi-même, c'est faire du Tyran le geôlier d'une cage que nous aurons largement contribué à construire.

Notons pour finir sur ce point que l'Institut français du design décerne chaque année des prix dénommés « Janus » dans cinq champs : Janus de l'Industrie, de la Santé, de l'Étudiant, du Commerce et de la Cité. Pour expliquer son action, l'IFD avance une notion du design comme une exigence de sens et de simplicité de l'objet pour le client-entreprise, le client-utilisateur ou le client-citoyen (sic). Les critères d'attribution, exercés sur le processus d'élaboration du produit ou de l'étude, sont résumés en cinq « E » : Ergonomie, Esthétique, Économie, Éthique et Émotion (resic). Il faut évidemment y voir les entreprises et leurs produits ou « concepts » qui fondent leur simplicité sur des simulacres techniques ou psychologiques. Ceci pour rappeler que derrière cette surrection du monde et ces simulacres, il y a bien une fois encore le capitaliste.

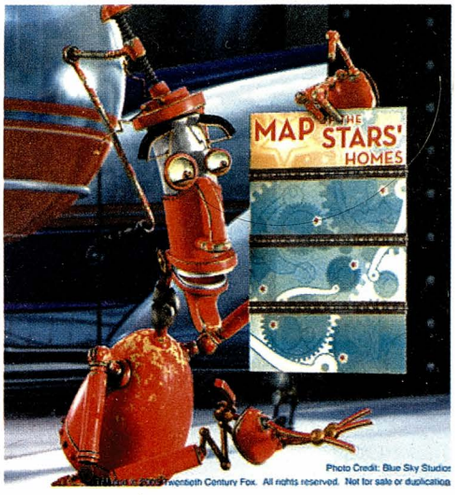
Victimisation et soumission au Tyran

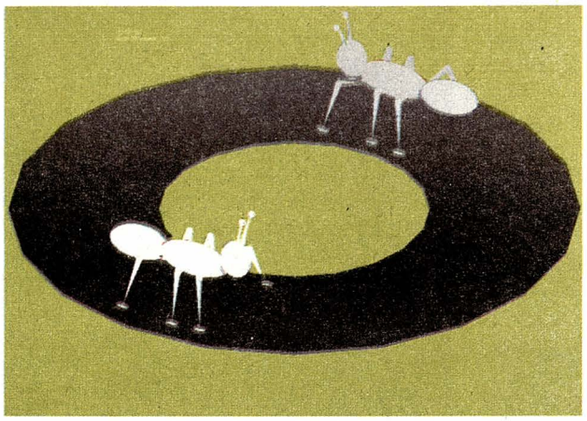
Laissons un moment le ventripotent fumeur de cigares (pour s'amuser d'une représentation historique du capitaliste), et repassons à son complice de toujours, l'État, pour aborder la question de la victimisation, c'est-à-dire cette évolution de la politique pénale qui prétend mettre la victime au centre de ses préoccupations.

Depuis les années 1980, toute la politique sociale a basculé dans une vision exclusivement répressive et pénale, avec un discours de l'État convoquant systématiquement la « victime » pour justifier tous les nouvelles législations et les moyens techniques associés, notamment la multiplication des fichiers informatiques. Ainsi, à l'occasion de la Loi sur la sécurité intérieure (LSI) en 2003, Nicolas Sarkozy justifiait l'extension du Fichier national des empreintes génétiques (FNAEG), par le droit des victimes, « souvent les gens les plus modestes [à qui l'État] ne doit plus



***Surrection : du latin** *surrectio*, **de** *surgere* **« surgir », sourdre. Le fait de se soulever ; GÉOL. : soulèvement lent et progressif d'une zone de l'écorce terrestre (Le PetitRobert).**





dénier le droit d'avoir peur s'ils ont peur [sic]. Ces dispositifs sont d'abord motivés par deux préoccupations qui les transcendent toutes : celle de l'attention que nous portons aux victimes d'aujourd'hui et celle que nous devons avoir pour éviter les victimes demain. » Cette citation est édifiante.

Tout d'abord, qualifier un « droit d'avoir peur » est une conception des droits du citoyen assez renversante, au sens propre. Rappelons que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 parlait, elle, de droit de ne pas être inquiété pour telle et telle chose. Par là, le ministre de la Terreur (néologisme de circonstance) souligne que la sécurité, en société capitaliste, est en fait l'orchestration de la peur généralisée de tous vis-à-vis de tous, y compris de soi-même.

Ensuite, un état psychologique – la peur – devrait relever d'un droit décrété par l'État. De telle sorte qu'au final, la victimisation apparaît bien comme la manifestation du Pouvoir sur l'individu qui, pour mériter une « attention » – accéder au statut de victime, censé être protecteur – doit d'abord faire allégeance à l'État en soumettant sa peur au pouvoir discrétionnaire de celui-ci.

Car enfin, de quel droit l'État parle-t-il et organise-t-il au nom des victimes ? S'il devait y avoir une organisation sociale répondant aux seuls critères des victimes, elle devrait être fondée sur la vengeance privée. C'est primaire, mais cohérent ; et pas utopique : les vendettas méditerranéennes, façon corse, sicilienne ou maniote, sont de véritables systèmes pénaux très codifiés et, dans une large mesure autogérés, si l'on considère que l'unité de base de cette autogestion est le clan patriarcal et non l'individu. Or à chaque fois, l'État s'est retrouvé dans l'affrontement direct avec ces vendettas comme systèmes pénaux autogérés (bien que non libertaires !). L'enjeu est vital pour l'État, qui doit confisquer la vengeance privée, par quelques subterfuges, pour nourrir et imposer son pouvoir.

La procédure pénale est à cet égard éclairante. Dans le procès pénal, en effet, celui qui a subi le préjudice (physique et/ou psychologique) doit d'abord alimenter, par sa plainte, le dossier de l'accusation tenu par le Procureur, afin de faire reconnaître la culpabilité du prévenu. C'est alors seulement qu'il gagnera son statut de victime et que la question de son indemnisation pourra être examinée. D'où l'expression « constitution de partie civile », car l'indemnisation est une affaire civile entre membres d'une société, par opposition à l'aspect pénal qui est la manifestation du pouvoir de l'État sur la société dans son ensemble autant que sur chaque individu pris isolément. Pour s'assurer le contrôle absolu, l'État interdit donc que la question de la réparation puisse se poser directement entre l'auteur de l'infraction et celui qui en subit les conséquences.

D'un côté, donc, l'État exige l'abdication de la victime et se sert d'elle pour justifier de nouvelles atteintes aux libertés de tous (cf. le lien transcendant entre victimes d'aujourd'hui et de demain dans la citation). De l'autre, il réduit physiquement le « coupable », avec la prison, et investit le maton d'une vengeance qui n'est pas la sienne (c'est celle extorquée à la victime), mais sur la base de laquelle celui-ci pourra mettre en scène ses propres traumatismes pour broyer les détenus.

Eugénisme et normalisation certification de l'individu

Faisons maintenant un pas supplémentaire en croisant les deux problématiques précédentes, pour arriver à la question de la normalisation/certification *a priori* des individus, selon la logique d'un Pouvoir par nature totalitaire.

L'accélération exponentielle de la mainmise du capitalisme sur les modes d'existence et les imaginaires, depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est accompagnée d'une accélération parallèle de la puissance de traitement des données avec l'informatique, ainsi que d'un formidable essor des sciences du vivant ou cognitives, et de leurs moyens d'investigation. Ces évolutions interdépendantes et convergentes ont fini par offrir sur un plateau à toutes sortes de tyrans, les outils d'une vision déterministe de l'être humain.

Déterminisme insidieux car il ne procède pas, comme le créationnisme traditionnel des religions révélées, d'un mythe originel, antérieur à l'être humain. En revanche, et par une inversion totale des représentations, les mécanismes de la vie deviennent des éléments presque extérieurs à l'être humain, pris dans un réseau de contingences dont on sait expliquer les liens, mais qui ne font que définir un contexte ; tandis que sont placés dans l'être humain les déclencheurs de ces mécanismes extérieurs en fonction du contexte. C'est tout le travail sur l'ADN, et tous les autres moyens de ce que l'on appelle désormais la biométrie, qui sont déterministes sur deux plans : ils sont censés déterminer l'unicité de chaque être, tout en étant les déterminants de mécanismes qui, eux, seraient universels, dans un contexte donné.

En pratique, tout ceci conduit à une classification et une normalisation des caractéristiques, et, dans une société étatique de contrôle, cette normalisation induit la certification, pour établir des conformités, et surtout des non conformités. Nous revoici, cette fois appliquée à l'être vivant lui-même, face à une logique *a priori* de caractérisation de l'Autre qui surgit avec sa propre définition, inaccessible aux questionnements.

C'est le projet eugéniste de la fin du XIXe et début du XXe siècle qui trouve là les bases d'un renouveau effrayant, après qu'on l'eut dit mort avec le nazisme dont il constituait un des aspects. Malheureusement, c'eut été placer le

clivage dans la représentation et non le principe. Car le principe est bien celui qui a conduit à la naissance, au XIXe siècle, des formes modernes du capitalisme, de l'État totalitaire, et du projet eugéniste, tous trois interdépendants. Ils ont eu une première expression systémique avec les fascisme, nazisme ou stalinisme, trop grotesques et brutaux, notamment parce que trop dépendants des représentations traditionnelles du Pouvoir (comme le goût pour le décorum militaire). Le maoïsme et ses succédanés coréen (Kim Il-Sung puis Kim Jong-Il) ou cambodgien (Khmers rouges de Pol Pot), représentent sans doute une forme tristement aboutie de ce type de totalitarisme moderne.

Les « démocraties » représentatives postmodernes ont surmonté cet écueil, et ont su très habilement coupler tous les mécanismes décrits jusqu'ici pour faire intérioriser par une majorité la conviction de ces ordres prédéfinis, prénormés, précertifiés. Mais le principe totalitaire est bien là.

En matière policière, ce projet eugéniste triomphant repose sur le développement d'un fichage généralisé de la population, sur les plans génétique, biométrique et comportementaliste (avec la vidéosurveillance ou encore l'évolution de la psychiatrie réduisant l'humain à une machinerie neuronale, dont un thème à la mode est les enfants « hyperactifs » qu'on détruit chimiquement à la Ritaline®, ou encore le dépistage de la délinquance à la maternelle à travers des comportements jugés « agressifs »). Et nos tyrans de pousser alternativement les feux sous l'un ou l'autre en fonction de l'émotion que l'on peut susciter (délinquance sexuelle pour justifier le fichier d'ADN généralisé à toutes les infractions, lutte contre tout type de fraude pour la biométrie, et peur de soi-même par ignorance pour les comportements inquiétants). Sur ces bases s'applique ensuite une logique nommée technocratiquement « proactive », ou anticipation des risques. Le travail du policier ne consiste plus à qualifier *a posteriori* une situation pour en reconstituer les circonstances, l'auteur, le mobile, etc. Désormais, au contraire, il s'agit, en fonction d'une analyse normée d'un résultat donné, d'aller rechercher dans les banques de données d'êtres humains, les éléments du profil prédéfini, normé et certifié comme engendrant ce résultat.

Et bien sûr, comme c'est l'appareil policier de l'État qui fait les bases, par rapport à une norme politico-économique donnée, ce sont toujours les mêmes catégories de la population qui sont surreprésentées dans les fichiers. De même, les référentiels technico-normatifs qui font fonctionner ce système *a priori*, impliquent plus souvent qu'à leur tour ces catégories-là. On finit par instiller l'idée de caractéristiques génétiques intrinsèques à telle ou telle délinquance.

Même en dehors de l'action policière, et pour revenir à l'exemple de l'amiante, un rapport publié en 2000 par l'INRS et l'INSERM, intitulé « Susceptibilités génétiques et expositions professionnelles », cherchait, au-delà des facteurs environnementaux difficilement niables (l'utilisation de l'amiante sans protection dans de nombreux secteurs industriels), quels déterminants génétiques peuvent rendre sujet à l'asthme.

Commandées par un État toujours plus aux petits soins pour les gros syndicats patronaux, on voit bien l'objectif dévoyé que finit par avoir ce genre d'études : expliquer que les maladies liées à l'amiante ne sont pas vraiment la conséquence de l'exposition à la fibre dans une logique de profit méprisante de toute humanité, mais surtout un terreau génétique du travailleur qui, par une carence quelconque, révèlerait une anormalité. Si untel est atteint d'asthme ou de cancer de la plèvre, c'est parce qu'il était anormal, et l'amiante devient le juste discriminant entre les normaux et les dégénérés.

L'eugénisme est bien là, et tout est bon pour le financer et le justifier, jusqu'à la grand-messe annuelle de la charité-business : le désormais incontournable Téléthon.

Surrection et insurrection

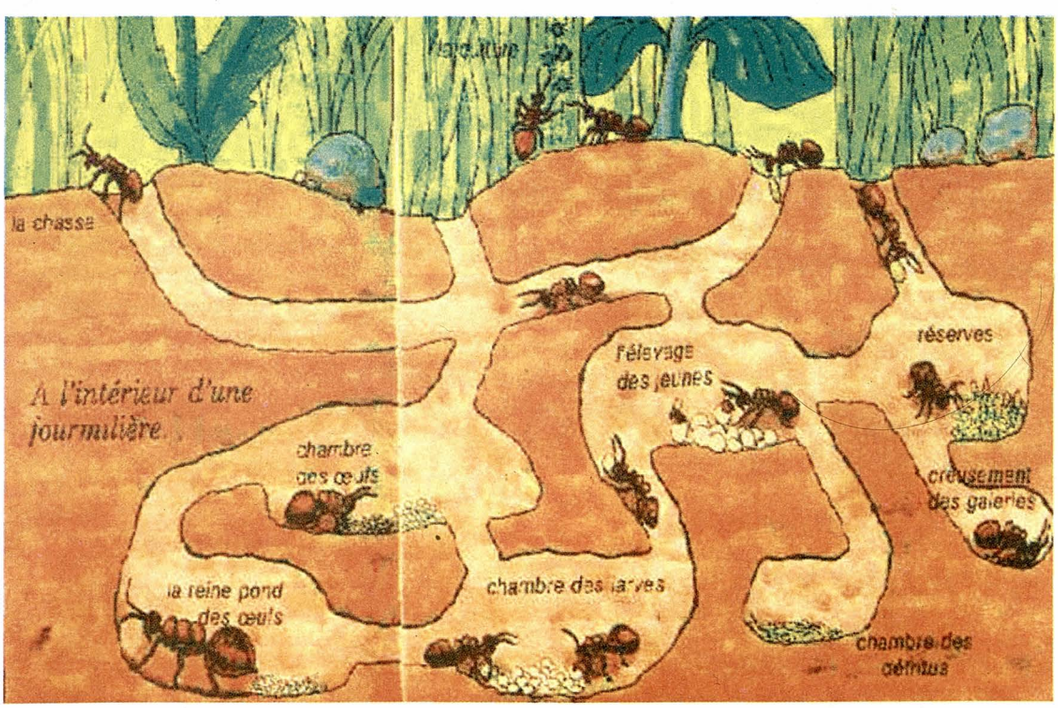
Nous pouvons maintenant revenir sur la définition de « sécurité ». À la suite d'autres, nous avons en effet retrouvé que la sécurité au sens du Pouvoir est en fait l'organisation de l'isolement de chacun, sommé de remettre au Tyran son rapport à l'Autre, et recevant en retour le « droit d'avoir peur », comme dit le Terroriste en chef, Sarkozy. Or on comprend que, par cette inversion propre au Pouvoir, il s'agit en fait de l'insécurité.

Remettons dès lors les choses à l'endroit, et rappelons inlassablement que la vraie sécurité, est un état d'esprit confiant ou un état tranquille qui résulte de l'absence de danger, dont on voit bien qu'ils excluent la peur, et qu'ils ne peuvent être trouvés que dans la conscience d'une solidarité fondamentale entre les êtres. Une solidarité qui n'exclut pas les frottements ou les tensions, mais qui garantit une sécurité psychologique vis-à-vis de l'Autre.

Pour servir ce dévoiement de la vraie sécurité, le Pouvoir est en mesure aujourd'hui de nous imposer la prédétermination de l'Autre et de l'environnement, dans un mouvement de surrection terrorisant car menaçant chacun d'entre nous, à tout instant, d'être basculé dans une anormalité sociale à réprimer.

Contre cette surrection, le mot d'ordre de toujours : **L. G.**

INSURRECTION !



Espagne 1936

FAUD, DAS und so weiter....[1]

Dans la fin des années 1960 pour le lectorat de langue française, il n'y avait pas grand chose à se mettre sous la dent question Révolution espagnole. Les rééditions étaient inexistantes. La fréquentation des meetings de l'exil confédéral espagnol alimentait une soif qui ne pouvait être satisfaite. C'est pourquoi la parution en livre de poche du livre de George Orwell *Hommage à la Catalogne* fut une sorte de pavé dans la mare. Ceux et celles qui maîtrisaient mal la lange espagnole, sans parler des ouvrages en allemand (l'ouvrage de Rudolf Rocker *La tragédie de l'Espagne*[2], entre autres) pouvaient découvrir l'anarchisme espagnol à son phénix à travers les yeux « émerveillés » d'un jeune militant trotskisant anglais. Peut-être plus important pour nous qu'un témoignage venu de nos rangs, le livre de l'auteur de 1984 et de *La Ferme des animaux*, démontrait que la révolution espagnole avait bien eu lieu et que l'anarchosyndicalisme espagnol en avait été le moteur principal.

Cela peut paraître « étrange » aujourd'hui mais à la fin des années 1960 des ouvrages sur Durruti n'étaient pas dans les librairies. Ce n'est qu'après 1968, avec les éditions de la Tête de feuilles que nous avons pu lire l'ouvrage d'Abel Paz sur Buenaventura Durruti[3].

Les ouvrages de César Lorenzo, Vernon Richards, Carlos Semprun Mora, pour n'en brièvement citer que quelques uns étaient surtout des critiques politiques de l'anarchisme espagnol, de sa participation au gouvernement républicain. Bref, des considérations historiques intéressantes, mais pas de témoignages de première main[4]. C'est pourquoi la parution dernièrement de deux ouvrages, *Révolutionnaires en Catalogne*. Groupe DAS. Marcel Ollivier (Cahiers Spartacus) et *Pour le bien de la révolution*. Albert Minning, Edi Gmür (CIRA) sont intéressants à plus d'un titre. Les deux premiers textes sont parus dès 1937 dans les Cahiers de Terre libre et les Cahiers Spartacus. Les camarades de la DAS (Deutsche Anarkosyndikalisten, anarchosyndicalistes allemands) font une présentation de la CNT et de la FAI. Au delà des affirmations idéologiques, ils ajoutent des témoignages d'hommes politiques de l'époque. Ainsi Carlo Rosselli, professeur d'économie politique à Gênes, déclara : « L'anarchosyndicalisme, autrefois méconnu, outragé, déploye des capacités constructrices formidables. » Mais ils ne disent pas grand chose de la DAS en elle-même. La FAUD (Freie Arbeiterunion Deutschlands, (Union des travailleurs libres d'Allemagne) fondatrice (avec d'autres) de l'AIT à Berlin en 1923 forma la DAS au début du IIIe Reich pour rentrer dans la clandestinité[5].

Le texte de Marcel Ollivier, proche du POUM, réaffirme la solidarité ouvrière, salue le courage des anarchistes, mais n'épargne pas ses critiques. Il centre son propos sur 1937 et les massacres staliniens. Mais sous-tend qu'on en est arrivés là parce que le mouvement libertaire s'est laissé rouler dans la farine par le PSUC en voulant faire d'unité qu'avec l'UGT manipulée par les sus-nommés. Alors que selon lui, il eut fallu une alliance plus affirmée avec le POUM. Vaste débat. À la fin de cette réédition, un hommage à René-Joseph Lefeuvre fondateur des Cahiers Spartacus qui édita, pour la part libertaire, Rudolf Rocker, Arthur Lehning, Jean Barrué, André Prudhommeaux...

La brochure *Pour le bien de la révolution* est autre chose. Albert Minning et Edi Gmür viennent de Suisse. L'un milite dans le mouvement anarchiste, l'autre dans le mouvement communiste. Le premier a publié ses souvenirs (*Cahier d'un milicien dans les rangs de la CNT-FAI*) dans le *Réveil anarchiste*. L'autre a fait un journal de bord jusqu'en 1937, qui sera publié en supplément dominical du *Tages-Anzeiger* de Zürich.

Les deux récits retracent au jour le jour la rudesse des combats du front, la déception quand les étiquettes politiques font place à la renonciation. Edi Gmür proche du PC ne ménage pas ses critiques vis à vis des anarchistes. Mais quand la répression stalinienne s'abattra, il se réfugiera à la CNT.

On est loin des attaques révolutionnaires victorieuses chapeaux au vent. On est dans le quotidien où la faim s'ajoute aux interrogations. (Après la mort de Durruti, un responsable communiste revendique pour son courant l'assassinat de Buenaventura, « nécessité politique »). Il n'y a pas d'images d'Épinal, rien que du vécu (et les excellentes notes de Marianne Enckel). Les deux quittent l'Espagne après les événements de mai 1937.

Thierry Porré

---

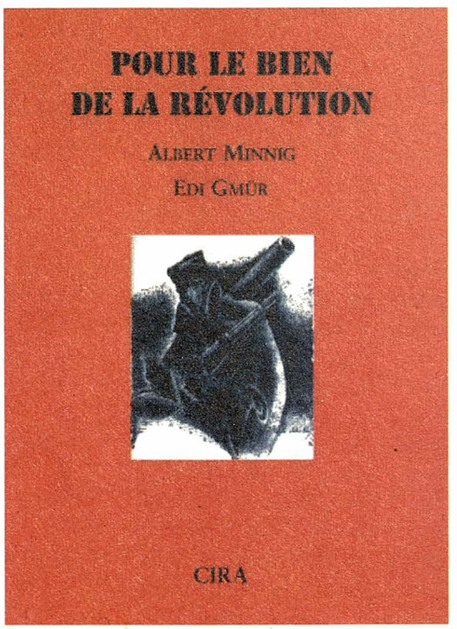
1. ...Faud, DAS etc.

2. Il faut lire (ou relire) les pages où Rocker cite la presse internationale qui s'étonne de la politique de droite menée par les communistes espagnols ! Alors que des camarades doutaient de la véracité de l'affirmation selon laquelle la *Pravda* avait affirmé que les anarchistes et trotskistes seraient exterminés comme en URSS, Rudolf donne la date : 17 décembre 1936.

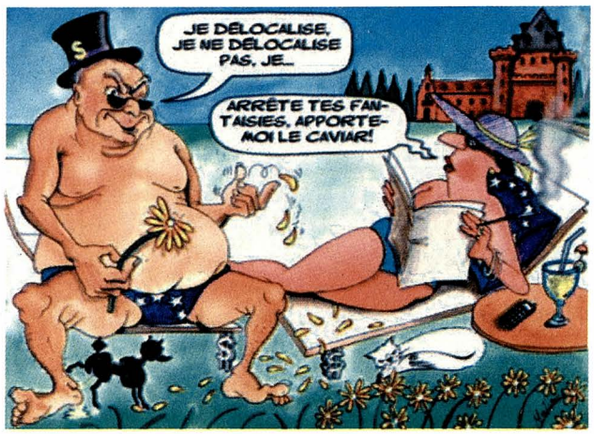
3. Les jeunes militants et militantes que nous étions furent sérieusement bouleversés par cette présentation de l'anarchisme (sans oublier Makhno et la révolution russe) qui détonnait quelque peu avec la vision philosophique de l'anarchisme français. Mais ce n'est pas notre propos aujourd'hui.

4. Les ouvrages de Leval et de Mintz sont à mettre à part. Malgré leurs qualités d'analyse, leur diffusion est restée dans le circuit militant.

5. Lire à ce sujet, *La résistance anarchosyndicaliste allemande au nazisme* (Éditions du Monde libertaire). Pour les germanophones, il y a plein de sites consacré à l'histoire de la FAUD, de la DAS.



Comment délocaliser et licencier en toute légalité ?



Louise Emma

Le phénomène des délocalisations prenant une importance toujours plus grande, quels sont les obstacles qui peuvent venir empêcher la fermeture d'une usine ? Si l'on se penche sur l'état de la législation française, il n'apparaît qu'un seul « partenaire » de l'entreprise, ayant son mot à dire lors d'une délocalisation. Il s'agit du comité d'entreprise (ou du comité central d'entreprise, s'il existe plusieurs établissements).

En effet, le Code du travail et la jurisprudence établissent un certain nombre de cas pour lesquels le CE doit être consulté ; parmi ces cas, apparaît la « modification importante des structures de production de l'entreprise ». Il semble donc que le CE doit être consulté pour toute délocalisation, étant donné que les délocalisations sont des modifications en terme d'organisation de la production.

Le CE a-t-il vraiment la possibilité d'empêcher les délocalisations ?

La consultation du CE doit suivre une procédure bien définie par le Code du travail. Trois éléments semblent importants pour que la procédure soit respectée : la consultation doit être un préalable à toute décision, des documents doivent être fournis, et ce, dans un délai raisonnable.

Avant toute chose, la consultation du CE doit être un préalable à toute prise de décision ; la décision ne doit donc pas être définitivement arrêté par l'entreprise. Le CE doit disposer d'informations précises et écrites. Ainsi, le chef d'entreprise doit indiquer au CE les motifs des modifications projetées et le consulter sur les mesures qui sont envisagées à l'égard des salariés lorsque ces modifications comportent des conséquences pour les salariés. Pour pouvoir prendre connaissance du projet de restructuration, questionner l'employeur, débattre et formuler un avis motivé, le CE doit disposer d'un délai d'examen suffisant avant la réunion de consultation.

Pour qu'une délocalisation soit réalisée en toute légalité, il faut donc que l'entreprise respecte les règles de consultation du comité d'entreprise.

Cette consultation apparaît problématique, notamment dans l'examen des documents transmis par la direction et les arguments mis en avant afin de justifier une délocalisation. En effet, les membres des comités d'entreprise sont bien souvent des ouvriers, n'ayant aucune (ou très peu) de connaissances dans les domaines économiques et financiers, et sont donc incapables d'émettre un avis motivé sur des notions qui leur échappent. Ainsi, même si le comité d'entreprise a la possibilité de se faire assister par expert, permettant au CE de faire respecter la procédure, mais également d'avoir un examen approfondi des documents, il doit faire l'effort de nommer un expert, c'est-à-dire d'oser affronter sa direction, ce qui n'est pas dans les habitudes de certains CE !

Il apparaît donc que seul le CE peut être un obstacle à une délocalisation. Cependant, même si le CE émet un avis négatif, la délocalisation aura tout de même lieu ; il ne s'agit que d'un avis et non pas d'indications à suivre pour l'entreprise.

Cependant, si le CE estime que la consultation n'a pas été régulièrement menée (documents pas assez précis, ou remis trop tardivement), il peut saisir le tribunal de grande instance afin de faire suspendre la mise en œuvre du projet de restructuration. Il ne s'agira que d'une suspension de la procédure, retardant de quelques semaines ou de quelques mois la mise en œuvre de la restructuration.

Emplois contre rentabilité des entreprises : la loi a choisi

La deuxième étape, découlant d'un projet de restructuration, est la consultation du comité d'entreprise sur les licenciements économiques. En effet, la décision pour une entreprise de délocaliser sa production signifie deux choses distinctes, mais dont l'une est la conséquence de l'autre : une restructuration et une réorganisation de ses activités, mais également des licenciements économiques. En effet, qui dit délocalisations dans un pays à bas coût, dit fermetures d'usines en France, et donc inévitablement licenciements économiques des salariés travaillant en France (il pourrait être proposé aux salariés licenciés de suivre l'usine à l'étranger mais avec des conditions, notamment en terme de salaires, inacceptables). Or, la législation française prévoit un encadrement strict des licenciements économiques.

Le licenciement économique se définit comme étant un licenciement motivé par une transformation d'emploi suite, notamment à des difficultés économiques, à des mutations technologiques ou à une réorganisation de l'entreprise décidée par l'employeur pour « sauvegarder la compétitivité de l'entreprise ou du secteur d'activité du groupe auquel elle appartient ». Ainsi, l'entreprise a tout le loisir de choisir la façon dont elle va sauvegarder sa rentabilité ; aucun juge ne s'est opposé à une délocalisation afin de sauvegarder des emplois.

L'analyse des motifs des délocalisations

La procédure pour les licenciements est prévue en deux étapes : l'examen du projet de restructuration (donc la délocalisation) et l'examen des mesures accompagnant les licenciements, regroupé dans un même document, appelé le plan de sauvegarde de l'emploi.

C'est dans la première étape de la procédure que les motifs de la délocalisation, donc des licenciements économiques vont être évoqués.

Trois motivations peuvent être distinguées, avec cependant des situations intermédiaires. Première situation : l'entreprise délocalise pour suivre son principal client ; situation caractérisant le secteur automobile et notamment les équipementiers qui délocalisent leur production pour se trouver au plus près des constructeurs. Deuxième situation : l'entreprise qui délocalise pour se concentrer sur son activité de base et accélérer son développement ; l'entreprise va se concentrer sur son activité de « recherche & développement ». Troisième situation : l'entreprise qui délocalise pour imiter ses concurrents pour assurer sa survie.

Classiquement, plusieurs arguments viennent justifier les délocalisations : les coûts salariaux, les frais de transport, le rapprochement du client.

La recherche de coûts de production plus faibles, et notamment de coûts salariaux plus bas, constitue la principale motivation des entreprises qui délocalisent.

Ainsi, il peut revenir coûteux pour une entreprise de faire venir ses matières premières de l'étranger ou d'acheminer ses produits à l'étranger. Ces deux situations vont donc amener l'entreprise à s'implanter au plus proche de ses fournisseurs ou au plus proche de ses clients.

Dans l'histoire des délocalisations, plusieurs exemples viennent illustrer ce propos. L'entreprise britannique Cadbury s'installe dans les années vingt en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique-du-Sud, à proximité des plantations de cacao, limitant ainsi ses coûts de transport pour faire acheminer le cacao en Grande-Bretagne. L'entreprise Standard Oil s'est implantée au Canada, en Roumanie, au Pérou, mais également au Mexique, où elle creuse des puits de pétrole, pour finalement commercialiser les produits raffinés en Europe. En 1867, Isaac Merritt Singer implante une usine de montage de machines à coudre en Écosse, pays réputé pour sa main d'œuvre peu chère (à l'époque). Aujourd'hui, comme on peut s'en douter, il existe une grande disparité en terme de salaires horaires moyens selon les pays ; le salaire horaire moyen est de 11,16 $ aux États-Unis, contre 1,75 $ au Mexique, 0,86 $ en Chine et 0,23 $ au Cambodge.

Quant aux entreprises qui délocalisent afin de se rapprocher de son client final, on peut prendre pour exemple l'entreprise Kodak, qui s'étant rendu compte de la fragilité de ses pellicules lors du transport de longue distance, s'installe à Londres.

Le rôle de la direction départementale du Travail

Par ailleurs, le plan de sauvegarde de l'emploi est communiqué par l'entreprise à la direction départementale du Travail, qui doit formuler des observations sur le respect de procédure, mais également sur les mesures proposées par le plan. Les observations ainsi formulées doivent être prises en compte par l'entreprise ; soit elle suit les observations, soit elle décide de ne pas prendre en compte ces observations, mais ce refus doit faire l'objet d'une réponse motivée.

Nouvelle répartition des activités de conception et de production

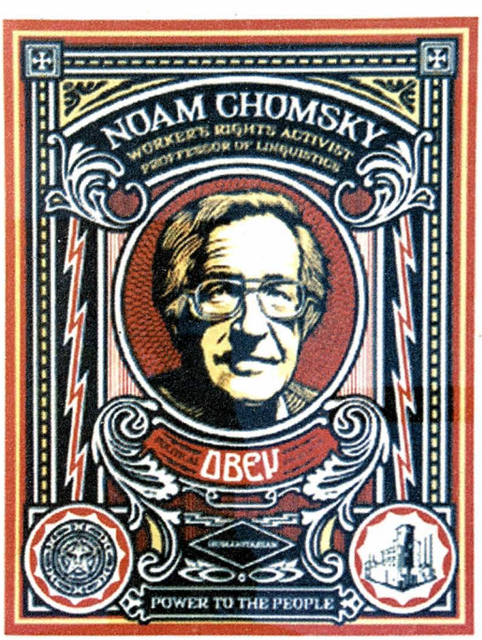
Il apparaît donc qu'un nombre conséquent d'entreprises vont désormais localiser leur production à l'étranger pour les différentes raisons évoquées ci-dessus.

Cette situation va engendrer des difficultés en termes d'emploi pour deux raisons. Première raison : la fermeture des sites a pour conséquence la destruction d'emplois industriels, entraînant un taux de chômage en hausse. Deuxième raison : une nouvelle répartition des activités de production et de conception va s'opérer. En effet, les activités de création ou de recherche et développement, considérées comme des activités à haute valeur ajoutée, vont continuer à être réalisées en France, tandis que la production sera réalisée dans les pays du Sud. Par conséquent, les activités localisées en France nécessitent des compétences pointues et très techniques, demandant un niveau de qualification élevé. Or, quelle place vont avoir les personnes les moins qualifiées, se retrouvant sur le carreau suite à la fermeture de leur usine. À titre d'information il existe une Mission interministérielle sur les mutations économiques (MIME), dont l'un de ses objectifs est d'accompagner la reconversion économique des territoires et le reclassement des salariés.

La loi française n'a pas prévu de moyens afin d'éviter les délocalisations, puisqu'un seul partenaire, le comité d'entreprise, intervient lors du projet de délocalisation. Le comité d'entreprise possède certes ce pouvoir, mais a-t-il réellement les moyens de changer les choses et d'empêcher les délocalisations ? Tant que la consultation ne restera qu'une consultation, c'est-à-dire avec un avis à formuler, mais qui n'est pas obligatoirement pris en compte par l'entreprise, les délocalisations vont se multiplier. En revanche, si les CE étaient dotés d'une réelle possibilité d'arrêter le projet en cours et donc de sauver des emplois en France, on constaterait un maintien de nos industries, donc une partie de nos emplois, et par conséquent le maintien d'un certain pouvoir d'achat. En effet, les délocalisations, motivées par des coûts de production moins élevés, devrait avoir pour conséquence la baisse des prix de vente en France. Mais, ces entreprises qui délocalisent pensent-elles que les chômeurs qu'elles créent pourront bénéficier des baisses de prix ? Qui va pouvoir bénéficier de ces baisses de prix, si les entreprises ferment leurs usines une par une ? Voici une des preuves de l'incohérence de notre économie. **L. E.**

Le caudillo et le libertaire

Nicolas Trifon



En brandissant le 20 septembre 2006 à la tribune de l'ONU un exemplaire du livre de Noam Chomsky, *Hegemony and survival* [1], Hugo Chavez créait l'événement. Certes, ce n'était pas le premier coup d'éclat du président vénézuélien et chef autoproclamé d'une révolution bolivarienne aux contours encore bien flous. Mais ce coup sortait de l'ordinaire: le livre grimpait subitement à la première place des ventes d'Amazone et son auteur se voyait assailli par des milliers de courriels. On peut toujours se féliciter du regain, même ponctuel, de la popularité du Noam Chomsky et de ses prises de position critiques à l'égard de l'impérialisme états-unien dans son propre pays – provoqué par l'hommage qui lui a été rendu en cette occasion. Venant de la part d'un personnage comme Hugo Chavez – dont le prestige révolutionnaire acquis ces dernières années est en grande partie redevable à la flambée du prix du pétrole, et qui s'affiche volontiers aux côtés de la vierge Marie devant ses concitoyens qui viennent de le réélire triomphalement –, un tel hommage est cependant d'un goût plutôt douteux. Hugo Chavez a d'ailleurs cru bon de préciser qu'il regrettait de ne pas avoir connu l'auteur du livre lorsqu'il était encore en vie. Cette gaffe, au-delà de l'anecdote, me semble emblématique des rapports ambigus qui se sont établis depuis longtemps entre Chomsky et ceux qui invoquent ses prises de position politiques, tout en ignorant, ou faisant semblant d'ignorer, en méprisant voire en combattant par ailleurs, les idées et les principes avancés par le linguiste nord-américain. Cela fait déjà un bon moment que l'on assiste à une instrumentalisation tous azimuts de Chomsky dont la position éthique, les références idéologiques et la démarche politique sont à mille lieues sinon à l'opposé des références idéologiques et des démarches politiques de nombre de ceux qui s'en réclament.

Pour s'en rendre compte il suffit d'ouvrir un de ses livres. Prenons le dernier paru en français, le troisième volume de *Comprendre le pouvoir*, qui vient d'être édité par Aden à Bruxelles. Le ton est donné dès le premier chapitre intitulé « L'intelligentsia capitaliste-léniniste » où il expose sa vision du socialisme libertaire en rappelant la justesse des prévisions de Bakounine et en procédant à une critique cinglante de ceux qui aspirent à devenir les « managers de la société » au nom de l'intelligence de la situation dont ils s'estiment les dépositaires. « Ce sont les mêmes brutes communistes, les brutes staliniennes d'il y a deux ans, qui dirigent maintenant des banques » et qui sont « les acteurs enthousiastes de l'économie de marché », écrivait-il à propos du pays issu du « coup d'État bolchevique d'octobre 1917 », coup d'État responsable à ses yeux de l'élimination des structures socialistes émergentes en Russie. Ce n'est pas la *nature* des gens qui explique cette évolution, mais le fait que ceux qui ne jouent pas le jeu sont rejetés, tandis que ceux qui le jouent s'en sortent, poursuit Chomsky. « Ceux qui sont impitoyables,

brutaux et assez endurcis pour prendre le pouvoir sont ceux qui survivront. Ceux qui essaient de s'associer à des organisations populaires et d'aider la population à s'organiser elle-même, ceux qui assistent les mouvements populaires de cette façon ne pourront simplement pas survivre dans de telles situations de pouvoir concentré. » (pp. 7-11)

Faut-il préciser que, si Chomsky se situe résolument dans la deuxième catégorie, nombre des marxistes (-léninistes), des populistes et des politiciens se réclamant du développement durable qui l'invoquent et s'emparent de certains de ses arguments sont davantage préoccupés par la prise du pouvoir, son exercice et sa conservation que par l'aide à apporter à la population pour s'organiser elle-même?

Si tant de personnes épousant des convictions politiques aussi diverses sinon antagonistes peuvent se réclamer avec une telle nonchalance des déclarations de Chomsky, c'est aussi parce qu'elles se prêtent à cela, ou parce que leur auteur ne fait rien pour les en dissuader. Jusqu'à un certain point, cette objection est justifiée par la relative discrétion observée par le linguiste nord-américain à propos par exemple de l'autoritarisme rampant des sandinistes au pouvoir dans les années 1980 au Nicaragua, et surtout de la dictature castriste à Cuba depuis plusieurs décennies. En effet, parmi les victimes de cette dernière, on trouve des personnes qui ont beaucoup de points communs avec les militants anti-impérialistes et procubains du reste de l'Amérique latine, libertaires compris. Certes regrettable, parfois condamnable, cette discrétion n'est pas moins la conséquence inévitable de la démarche critique de Chomsky dans ce qu'elle comporte de plus original et de plus estimable sur le plan éthique par les temps qui courent. En effet, Chomsky s'engage contre les injustices propres au monde dont il est issu et dont il est partie prenante: les États-Unis d'Amérique. Il dénonce les injustices qui prévalent dans ce pays et, par conséquent, également les injustices générées par ce pays à l'échelle de la planète. Avec une persévérance parfois déconcertante, il se tient à cette ligne, ce qui le conduit à faire passer à l'arrière-plan les considérations idéologiques et à établir une sorte de graduation parmi les injustices dénoncées selon le degré de dangerosité des cibles de la critique. S'agissant d'un Chavez, par exemple, il se refuse d'épiloguer sur ses frasques ou dérives à venir et préfère rappeler l'implication des USA dans la récente tentative de coup d'État au Venezuela et l'épisode de l'essence vendue moins cher aux habitants des quartiers pauvres nord-américains laissés pour compte à la suite du geste généreux du caudillo vénézuélien. Il agit ainsi par souci non seulement d'efficacité, mais aussi et surtout pour être conséquent avec lui-même et avec la ligne de conduite qu'il s'est fixée. Et force est de constater que l'écart est énorme entre, d'une part, les dégâts causés en Amérique du Sud par la puissance des USA, relayée sur place par une bourgeoisie particulièrement arrogante, et, d'autre part, le danger que peut représenter l'accès au pouvoir de populistes parfois non moins arrogants et cyniques.

S'agissant d'un Chavez, par exemple, il se refuse d'épiloguer sur ses frasques...

Précisons enfin, si besoin est, que ceux qui reprennent les arguments de Chomsky contre l'impérialisme yankee se montrent plus réticents, par commodité ou par opportunisme, lorsqu'il s'agit de dénoncer les formes de domination propres aux pays où ils se trouvent. De ce point de vue aussi, indépendamment des divergences idéologiques, ils se situent aux antipodes de la démarche de Chomsky. **N. T.**

---

1. *Dominer le monde ou sauver la planète ? l'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*, 10/18, 2005. En France, les éditions Acratie furent les premières à publier les *Textes politiques* (1977-1983) de N. Chomsky en 1984. Pendant plusieurs années, ce livre a été le seul disponible sur le marché francophone. La fortune éditoriale de Chomsky en France est plus récente, puisqu'il aura fallu attendre le début des années 2000 pour que plusieurs éditeurs le publient à leur tour. En 2001, les éditions Agone (à Marseille) et Comeau et Nadeau (à Montréal) ont publié *De l'espoir en l'avenir : entretien sur l'anarchisme et le socialisme*, avec P. Jay et K. Doyle.

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

02 Aisnes
• Groupe Kropotkine
Athénée libertaire & Bibliothèque sociale
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
Permanence les 1er 3e 5e jeudi du mois de 18 heures à 21 heures.

05 Hautes-Alpes
• Groupe GEL-05
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritimes
• Liaison Antibes
c/o Le Monde libertaire

07 Ardèche
• Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
01170 Villeuneuve-de-Berg

09 Ariège
• Liaison Ariège
c/o Le Monde libertaire

12 Aveyron
• Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 2
12400 Montlaur

13 Bouches-du-Rhône
• Groupe de Marseille
c/o Milles Bâbords
61, rue Consolat
13001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

• Liaison Aix en Provence
c/o Milles Bâbords
61, rue Consolat
13001 Marseille

• Liaison Ni Dieu Ni Maître (Arles)
c/o Le Monde libertaire
nidieunimaitre@no-log.org

14 Calvados
• Groupe de Caen
c/o Le Monde libertaire
fa-caen@no-log.org

15 Cantal
• Groupe la Pierre noire
c/o Le Monde libertaire

17 Charente-Maritime
• Groupe les AffranchiEs
c/o Le Monde libertaire
groupe-lesaffranchies@federation-anarchiste.org

• Groupe Nous-Autres
c/o ADIL
BP 3
17350 Port-d'Envaux

21 Côte-d'Or
• La Mistoufle
Les voix sans maître
Maison des Assos
Boite BB 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon cedex
Permanence tous les mercredis de 20 heures à 23 heures.
6, impasse Quentin

22 Côtes-d'Armor
• Groupe Jean-Souvenance
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org
www.fa-souvenance.zaup.org

23 Creuse
• Groupe Arthur-Lehning
c/o CNT 181
23004 Guéret Cedex
a.makhno@free.fr

24 Dordogne
• DNP
c/o ADCS24
Le Bourg
24290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

• Groupe Emma-Goldman
c/o CRACS
BP 7051
24007 Perigueux cedex
fa.perigueux@no-log.org

25 Doubs
• Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://lautodidacte.org

• Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25000 Besançon
www.lautodidacte.org

27 Eure
• Liaison " les Égaux "
c/o librairie l'Insoumise
128, rue St-Hilaire
76000 Rouen
lesegaux@wanadoo.fr

28 Eure-et-Loire
• Groupe de Chartres
abbayes de St Brice
1, rue Martin-Auval
28000 Chartres
Permanence chaque 1er vendredi du mois

29 Finistère
• Groupe Les Temps nouveaux
c/o CEL
BP 51044
29210 Brest Cedex 1

30 Gard
• Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 5018
30900 Nîmes
fa-gard-vaucluse@mailme.org
www.fa-30-84.org

33 Gironde
• Cercle Jean-Barrué
61, rue Tauzia
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

34 Hérault
• Liaison Hérault
c/o Le Monde Libertaire

35 Ille-et-Vilaine
• Groupe La Sociale
MJC La Paillette
2, rue du Pré-de-Bris
Domaine St-Cyr
35000 Rennes
fa-rennes@fr.st
www.fa-rennes.fr.st

• Librairie associative « La Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de 15 heures à 19 heures

• Liaison Retiers
c/o Groupe La Sociale
MJC La Paillette
2, rue du Pré-de-Bris
Domaine St-Cyr
35000 Rennes

38 Isère
• Groupe Jules-Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38100 Grenoble
jules-valles@no-log.org

• Liaison La Rue-Râle (St-Marcellin)
c/o Groupe Jules-Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38100 Grenoble
laruerale@no-log.org

39 Jura
• Groupe Lucio
c/o La Maison Du Peuple
12, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
groupelucio@altern.org

40 Landes
• Liaison Élisée-Reclus
13, avenue Jules-Ferry
40110 Morcenx

42 Loire
• Groupe Nestor-Makhno de la région Sthéphanoise
Bourse du Travail salle 15 bis
Cours Victor Hugo
42000 Saint-Étienne

45 Loiret
• Groupe Gaston-Couté
c/o Le Monde libertaire
gastoncoute@no-log.org

46 Lot
• Liaison du Lot
c/o Le Monde libertaire

50 Manche
• Liaison Cherbourg
c/o Le Monde libertaire

• Liaison Carentan
c/o Le Monde libertaire

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

54 Meurthe-et-Moselle

• Groupe Jean-Roger-Caussimon
c/o CRES
76, rue Léonard-Bourcier
54000 Nancy

56 Morbihan

• Groupe libertaire Francisco-Ferrer
Cité Allende
Boîte 19 – 56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr

• Groupe libertaire René-Lochu
6, rue de la Tannerie
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr

57 Moselle

• Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16 – 57645 Noisseville

• Liaison Voline
c/o ACL
BP 16 – 57645 Noisseville
groupe-voline@federation-anarchiste.org

60 Oise

• Groupe de Compiègne
c/o Le Monde libertaire

63 Puy-de-Dome

• Liaison Clermont-Ferrant
c/o Le Monde libertaire

67 Bas-Rhin

• Groupe de Strasbourg
c/o ACLS
1A, place des Orphelins
67000 Strasbourg
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net

• Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

69 Rhône

• Groupe Les Enragés
c/o La Plume noire
19, rue Pierre-Blanc
69001 Lyon
lesenrages@no-log.org

71 Saône-et-Loire

• La Vache noire
c/o ADCLSL
BP 516
71322 Chalons-sur Saône Cedex
http://libertaire71.monsite.wanadoo.fr

72 Sarthe

• Groupe Lairial
c/o SL
4, rue d'Arcole
72000 Le Mans

73 Savoie

• Liaison Chambéry
FA73@no-log.org

75 Papris

• Groupe Pierre-Besnard
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

• Groupe La Vache Folle
c/o Le Monde libertaire
vfolle@multimania.com
www.multimania.com/vfolle

• Groupe CLAAAAAASH
c/o Le Monde libertaire
groupe-claaaaaash@fedration-anarchiste.org

• Groupe Louise-Michel
c/o Le Monde libertaire

• Groupe Berneri
c/o Le Monde libertaire

• Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire

• Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires@wanadoo.fr

• Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouvert du lundi au au vendredi de 14 heures à 19h30, le samedi de 10 heures à 19h30

• Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
ouverte le jeudi de 18 heures à 19 heures 30 et le samedi de 15 heures à 18 heures

• Radio libertaire
89,4 MHz et sur le net

76 Seine-Maritime

• Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue St-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org

• Librairie l'Insoumise
128, rue St-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16 heures à 18 heures.
Vendredi 17 heures à 19 heures.
Samedi 11 heures à 18 heures.
Pendant les vacances scolaires les Samedis de 14 heures à18 h.

• Groupe Soleil noir
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue St-Hilaire
76000 Rouen
glsn@no-log.org

• Groupe Zéro de conduite
Le Havre
c/o Le Monde libertaire

77 Seine-et-Marne

• Groupe Sacco-et-Vanzetti
c/o GRELE
1 bis, rue Émilie
77500 Chelles

80 Somme

• Liaison Amiens
c/o Le Monde libertaire

83 Var

• Groupe Nada
c/o ACL
BP 5137
83093 Toulon Cedex
groupe-nada@federation-anarchiste.org
http://groupenadatoulon.lautre.net

84 Vaucluse

• Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 5018
30900 Nîmes
fa3084@netcourrier.com
http://ouebe.net/fa

91 Essonne

• Liaison Evry-Corbeil
c/o Le Monde libertaire
anarchismes@free.fr

• RAT (Réseau pour l'abolition de la télévision)
c/o Le Monde libertaire

92 Hauts-de-Seine

• Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires.fa@wanadoo.fr

93 Seine-Saint-Denis

• Groupe Henri-Poulaille
c/o Le Monde libertaire
barijo@wanadoo.f

• Liaison St-Denis
c/o Le Monde libertaire
fa93@no-lor.org

• Liaison Albert-Camus
c/o Le Monde libertaire

• Liaison Detox
c/o Le Monde libertaire

94 Val-de-Marne

• Groupe Elisée-Reclus
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org

95 Val-d'Oise

• Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

Belgique

• Groupe Ici et Maintenant
c/o Collectif les Foulons
47-49 rue des Foulons
BE 1000 Bruxelles
Belgique
www.ici-et-maintenant.org

RADIO LIBERTAIRE

En Ile de France : 89.4 Mhz
Et sur Internet, depuis www.federation-anarchiste.org

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité de la Fédération anarchiste

Grille à jour en novembre 2006

DIMANCHE

⚐ **08h00** : ***Goloss trouda, la voix du travail***, émission franco-russe
⚐ **10h00** : ***Ni maître ni dieu***, émission de la coordination nationale des libres penseurs
🔔 **12h00** : ***Folk à lier***, le magazine des musiques traditionnelles
14h00 En alternance :
• 📖 ***Tempête sur les planches***, actualité du théâtre et de la danse ①
• Plage musicale
15h30 En alternance :
• 📖 ***Chants, contrechamps***, cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s) ②
• 📖 ***Des mots, une voix***, des mots, des auteurs ②
🔔 **17h00** : ***Le mélange***, musique et actualité du spectacle
18h30 En alternance :
• 🔔 ***Echos et frémissements d'Irlande***, émission de l'association irlandaise ①
• ⚐ ***Il y a de la fumée dans le poste***, émission du CIRC ①
20h30 En alternance :
• 🔔 ***Détruire l'ennui***, anarcho punk et diy (dot it yourself) ①
• 📖 ***Les désaxés***, ciné en zone libre ①
22h00 Les liaisons dangereuses, c'est à dire en alternance :
• 🔔 ***Obsession'elles***, rock et libres propos ①
• 🔔 ***Seppuku***, musiques électroniques ①
24h00 En alternance :
• Plage musicale
• 🔔 ***Balistik***, musiques créatives ②

LUNDI

⚐ **9h30** : ***Les mangeux d'terre***, écolo-libertaire ②
⚐ **11h00** : ***Lundi matin***, infos et revue de presse
⚐ **13h00** : ***Les partageux de la Commune***, émission sur la Commune de Paris
🔔 **14h30** : ***Flamencamente***, le flamenco dans tous ses états ① ♥
📖 **16h00** : ***Ondes de choc***, magazine culturel, poésie, chansons et littérature
⚐ **18h00** : ***Agora libertaire***, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste ♥
⚐ **19h30** : ***« Le monde merveilleux du travail » :*** des syndicats de la CNT
🔔 **21h00** : ***Ça urge au bout de la scène***, actualité de la chanson
📖 **22h30** : ***De la pente du carmel, la vue est magnifique***, comme son nom l'indique

MARDI

⚐ **8h00** : ***Parisien libertaire***, actualité parisienne
🔔 **9h30** : ***Zone à mix***, scratch music
⚐ **11h** : ***Actes et Cités***, de l'architecture, de la politique…
🔔 **12h30** : ***Wreck this mess***, cocktail de musiques radicales
⚐ **14h30** : ***L'idée anarchiste***, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme
⚐ **16h00** : ***Les amis d'Orwell***, émission de la coordination Idf contre la vidéosurveillance et le contrôle social ♥ ②
🔔 **17h00** : ***Des oreilles avec des trous (dedans)***, des fusiques molles pour fous les tous ♥
18h00 En alternance :
• 📖 ***Idéaux et débats***, émission littéraire ①
• ⚐ ***Pas de quartiers…***, ça se passe près de chez vous ①
📖 **19h30** : ***Paroles d'associations***, magazine de la vie associative et culturelle
⚐ **20h30** : ***Radio libertaria***, émission de la CNT/AIT
🔔 **22h30** : ***Jazz en liberté***, free jazz et musiques improvisées

MERCREDI

⚐ **8h00** : ***Les destinées de l'histoire***, toute l'histoire, rien que de l'histoire ♥
⚐ **9h30** : ***Court-Circuit***, Philosophie ♥ ①
🔔 **10h30** : ***Blues en liberté***, émission musicale blues
⚐ **12h00** : ***Sans toit ni loi***, émission sur les mal-logés et la précarité
📖 **14h00** : ***Le manège***, littérature, cinéma
🔔 **16h00** : ***Léo 38*** : Reggae et autres
🔔 **17h00** : ***Décalages horaires***, musiques du monde
⚐ **18h30** : ***Femmes libres***, femmes qui luttent, femmes qui témoignent
⚐ **20h30** : ***Ras les murs***, actualités des luttes de prisonniers
🔔 **22h30** : ***Traffic***, musiques urbaines et libres propos
🔔 **00h00** : ***Free libertaire :*** musiques alternatives

JEUDI

⚐ **08h30** : ***Jus de rue***, infos et actualité
⚐ **10h00** : ***Chronique hebdo***, analyse libertaire de l'actualité
🔔 **12h00** : ***De rimes et de notes***, actualité de la chanson et du spectacle
📖 **14h00** : ***Radio Cartable***, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine
📖 **15h00** : ***Bibliomanie***, autour des livres…
⚐ **16h30** : ***Petites annonces d'entraide***
⚐ **18h00** : ***Si Vis Pacem***, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
⚐ **19h30 : Les enfants de Stonewall**, En alternance :
• ***Pédérama*** ②♥
• ***Bistouri oui-oui***, la radio Trans (actus et débats trans②
• ***Affinités électives***②
• ***Sida bla bla***, émission d'Act Up-Paris ②♥
Si 5ème jeudi : ***questions LGBT***
⚐ **20h30** : ***Entre chiens et loups***, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques…)
🔔 **22h00** : ***Epsilonia***, musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

📖 **10h00** : ***Koumbi***, culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique
📖 **12h00** : ***Enjoy Polar***, littérature noire
⚐ **13h00** : ***Place aux fous***, Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline ♥
🔔 **14h30** ***Les oreilles libres***, musiques engagées
⚐ **16h00** : ***Chroniques africaines***, informations juridiques et sociales
⚐ **17h30** : En alternance :
• ***Radio espéranto***, émission de l'association Sat-Amikaro ③
• ***Radio ZAM***, spécial esperanto jeunes ②
19h00 L'Invité du vendredi, c'est à dire en alternance :
• ⚐ ***Des droits et des hommes***, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ①
• ⚐ ***Raison présente***, émission de l'Union Rationaliste de France ②
• 📖 ***Trait d'union***, le mouvement des idées ②
⚐ **21 h 00** En alternance :
• ***Offensive*** … libertaire et sociale ①
• ***La grenouille noire***, anarchisme et écologie①
📖 **22h30** : ***Ca booste sous les pavés***, musiques, reportages et actu

SAMEDI

🔔 **08h00** : ***Réveil hip-hop***, hip-hop
⚐ **10h00** : ***La philanthropie de l'ouvrier charpentier***, comme son nom ne l'indique pas
⚐ **11h30** : ***Chronique syndicale***, luttes et actualités sociales
⚐ **13h30** : ***Chroniques rebelles***, débats, dossiers et rencontres
🔔 **15h30** : ***Deux sous de scène***, le magazine de la chanson vivante
📖 **17h00** En alternance :
• ***Bulles noires***, bandes dessinées et polar ③
• ***Bulles de rêve***, cinéma d'animation②
19h00 En alternance :
• ⚐ ***Tribuna latino-americana***, actualité politique de l'Amérique latine ①
• 📖 ***Longtemps, je me suis couché de bonne heure***, des livres, des musiques et du cinéma ②
🔔 **21h00 Les nuits libertaires**, c'est à dire en alternance :
• ***Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée***, chronique artistique, musique classique et contemporaine ①
• ***Tous les 15 jours, on mange du poulpe***, rock, ska et musique impro ①
🔔 **23h00** En alternance :
• ***Nuits off***, topologies sonores, rock et chroniques ①
• ***Tormentor***, dark, électro-industriel et autres①

Nouvelles émissions : ♥

Périodicité des émissions :
① *bi-mensuelle*
② *mensuelle* ③ *autre*
Sans indication : hebdomadaire

Type des émissions :
⚐ *militante*
📖 *culturelle* 🔔 *musicale*

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. Siège : 01 48 05 34 08 ⚐ Fax 01 49 29 98 59 ⚐ Tél. Studio 01 43 71 89 40 ⚐ e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org
Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org

le monde libertaire du 21 décembre 2006 au 10 janvier 2007 — radio libertaire 39

Cristine Malet

Etre gouverné,
c'est être gardé à vue,
inspecté, espionné,
dirigé,
légiféré, règlementé,
parqué,
endoctriné, prêché,
contrôlé,
estimé,
apprécié, censuré,
commandé par des
êtres qui n'ont ni titre,
ni la science, ni la
vertu...
Etre gouverné,
c'est être,
à chaque opération,
à chaque transaction,
à chaque mouvement,
noté, enregistré,
recensé, tarifé,
timbré,
toisé, coté, cotisé,
patenté, licencié,
autorisé, apostillé,
admonestré,
empêché, réformé,
redressé, corrigé.
C'est, sous prétexte
d'utilité publique,
et au nom de l'intérêt
général, être mis
à contribution,
exercé, rançonné,
exploité, monopolisé,
concusionné, pressuré,
mystifié, volé ; puis,
au premier mot de
plainte,
réprimé, amendé,
villipendé, vexé,
traqué, houspillé,
assomé, désarmé,
garotté, emprisonné,
fusillé, mitraillé, jugé,
condamné, déporté,
sacrifié, vendu,
trahi, et pour comble,
joué, berné, outragé,
déshonoré.

Voilà le gouvernement,
voilà sa justice,
voilà sa morale !

Et qu'il y a parmi nous
des démocrates
qui prétendent que
le gouvernement
a du bon ;
des socialistes
qui soutiennent,
au nom de la liberté,
de l'égalité
et de la fraternité,
cette ignominie ;
des prolétaires
qui posent
leur candidature
à la présidence
de la République.

Pierre-Joseph Proudhon